

**David Forest**

**CAUSES ET MOTIVATIONS DE LA GUERRE CIVILE AU  
LIBERIA (1989-1997)**

Dans le cadre du cours RLI-65145  
« Essai de la maîtrise en relations internationales »

Directeur : Jean-Sébastien Rioux

Institut québécois des hautes études internationales  
Université Laval

Le 13 avril 2004

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Table des matières</b>	I-II
<b>Liste des abréviations</b>	III
<b>Chapitre 1 : Introduction</b>	
<i>1.1 Thème et problématique de recherches</i>	1
<i>1.2 Présentation de la structure de l'essai</i>	3
<b>Chapitre 2 : L'économie politique des guerres civiles</b>	
<i>2.1 Introduction aux causes générales des guerres civiles</i>	6
<i>2.2 Les fonctions économiques de la violence</i>	8
<i>2.3 Des guerres de ressources ?</i>	10
<i>2.3.1 Le phénomène de rareté</i>	11
<i>2.3.2 Le phénomène d'abondance</i>	11
<i>2.4 Avidité (greed) ou Grief (grievance) : un nouveau modèle d'analyse</i>	13
<i>2.5 Au delà des griefs et de l'avidité</i>	22
<i>2.6 Synthèse</i>	23
<b>Chapitre 3 : Démarche méthodologique</b>	
<i>3.1 Présentation de la question de recherche</i>	25
<i>3.2 Formulation des hypothèses de recherche</i>	25
<i>3.3 Présentation des modèles et opérationnalisation des variables</i>	26
<b>Chapitre 4 : Analyse de la guerre civile au Liberia</b>	
<i>4.1 Historique du conflit (1989-1997)</i>	28
<i>4.2 Les motivations contestataires du NPFL</i>	31
<i>4.2.1 Les griefs</i>	31
<i>4.2.2 L'avidité</i>	38

<i>4.2.3 La fin justifie les moyens...</i>	46
<b>Chapitre 5 : Conclusion</b>	
<i>5.1 De réels griefs, mais une avidité certaine</i>	49
<i>5.2 Retour sur Collier et Hoeffler</i>	50
<b>Bibliographie</b>	53
<b>Liste des annexes</b>	
<b>Annexe I:</b> « Nombre et types de conflits armés 1946-2002 »	58
<b>Annexe II:</b> « Conflits armés inter et intra étatiques 1989-2002 »	59
<b>Annexe III:</b> « Types de conflit issus des changements environnementaux dans les pays en développement »	60
<b>Annexe IV:</b> « Guerres civiles et niveau de dépendance envers l'exportation de produits primaires »	61
<b>Annexe V:</b> « L'économie de guerre au Liberia»	62
<b>Annexe VI:</b> « Carte du Liberia: élévation »	63
<b>Annexe VII:</b> « Carte du Liberia: dispersion de la population »	64
<b>Annexe VIII:</b> « Liberia: densité de population par km carré	65
<b>Annexe IX:</b> « Liberia: taux de croissance annuelle de la population »	66
<b>Annexe X:</b> « Liberia: pourcentage d'hommes dans la population »	67
<b>Liste des tableaux</b>	
<i>Tableau 1.1 Droits politiques et libertés démocratiques au Liberia, 1847-1989</i>	33
<i>Tableau 1.2 Liste des griefs présents au Liberia</i>	38
<i>Tableau 1.3 Structure d'opportunité présente au Liberia</i>	45

**LISTES DES ABRÉVIATIONS**

AFL:	<i>Armed Forces of Liberia</i>
CEDEAO:	<i>Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest</i>
CIA:	<i>Central Intelligence Agency</i>
ECOMOG:	<i>ECOWAS Monitoring Group</i>
ECOWAS:	<i>Economic Community of West African States</i>
IGNU:	<i>Interim Government of National Unity</i>
INPFL:	<i>Independent National Patriotic Front of Liberia</i>
LBDI:	<i>Liberian Bank for Development and Investment</i>
LNTG:	<i>Liberia National Transitional Government</i>
LPC:	<i>Liberia Peace Council</i>
LPP:	<i>Liberian People Party</i>
NPFL:	<i>National Patriotic Front of Liberia</i>
PRC:	<i>People's Redemption Council</i>
RUF:	<i>Revolutionary United Front</i>
ULIMO:	<i>United Liberation Movement for Democracy in Liberia</i>
UPP:	<i>United People Party</i>

## **CAUSES ET MOTIVATIONS DE LA GUERRE CIVILE AU LIBERIA (1989-1997)**

### **Chapitre 1 : Introduction**

#### *1.1 Thème et problématique de recherche*

L'étude des guerres civiles occupe un espace grandissant dans le domaine des relations internationales. Cette attention s'explique par l'ampleur que prend le phénomène et par les conséquences qu'il produit sur les pays en voie de développement. Actuellement, le nombre de conflits intra étatiques dépasse largement le nombre de conflits inter étatiques. Sur les 31 conflits recensés en 2002, 24 étaient de nature interne. D'ailleurs, depuis 1945, la grande majorité des conflits sont de nature intra étatique (Eriksson, Wallensteen et Sollenberg 2003)<sup>1</sup>. Avant 1991, les stratégies de maintien et d'expansion des zones d'influence des deux grandes puissances, les États-Unis et l'URSS, étaient souvent à l'origine des déstabilisations politiques internes. On n'a qu'à penser aux événements en Afghanistan, en Angola, en Corée, au Viêt-nam ou au Mozambique. La dissolution de l'URSS et la fin de l'antagonisme bipolaire laissaient donc présager une nouvelle ère de coopération et de paix entre les États. Or, la communauté internationale a rapidement déchanté. La guerre en Bosnie-Herzégovine a constitué un des premiers signes de l'avènement de « l'ère de l'anarchie » (Kaplan 2000). Depuis 1991, le nombre de guerres civiles augmente et les chercheurs en relations internationales tentent d'expliquer la récurrence du phénomène

L'attention accordée à l'étude des guerres civiles se justifie également par les coûts matériels et humains qu'elles produisent. Au niveau économique, les guerres civiles imposent des pertes, et ce à deux niveaux. D'une part, elles entraînent une redistribution des ressources vers les dépenses militaires et, d'autre part, ces dépenses contribuent à la destruction des infrastructures existantes. Des études économétriques ont été réalisées afin d'évaluer l'effet global des guerres civiles sur l'économie. L'une d'entre elle conclut que : les pays aux prises avec une guerre civile présentent en moyenne un taux de croissance de 2,2 % plus faible qu'en temps de paix. Ainsi, après une guerre civile de 7 ans, les revenus seront 15% plus faibles que prévu, ce qui implique une augmentation de 30 % de l'incidence de la pauvreté absolue. La perte cumulative de revenus au cours de la guerre représentera environ 60% de la valeur du PIB, et ce, à chaque année (WB 2003, 17, traduction libre).

---

<sup>1</sup> Voir l'annexe I et II pour les statistiques sur les conflits armés entre 1946-2002 et 1989-2002.

Au niveau humain, la hausse de la mortalité et le déplacement des populations constituent deux des effets les plus néfastes produits par les guerres civiles. Au début du 20<sup>e</sup> siècle, 90% des victimes des conflits armés étaient des soldats alors qu'à la fin du même siècle, 90% des victimes des guerres étaient désormais des civils (Cairns 1997). Quant aux personnes déplacées, le Haut-Commissariat pour les Réfugiés des Nations Unies a assisté environ 1,2 millions de réfugiés et près de 5,3 millions de personnes déplacées à l'intérieur en 2001. (WB 2003, 18). Pour ces populations qui échappent à la mort, le déplacement implique le déracinement et la pauvreté. A ces impacts concrets, il faut ajouter les troubles psychologiques et l'attisement des haines historiques. Bref, l'effet des guerres civiles sur l'économie et les êtres humains entrave le processus de développement. Robert Bates, qui a étudié les fondements politiques de la prospérité économique, l'indique de façon éloquent dans son ouvrage *Prosperity and Violence* :

En progressant de la côte vers les terres intérieures, j'ai été frappé par le lien étroit entre la prospérité et la violence. Dans les ports côtiers, la force n'était pas absente, mais structurée et organisée. A Meru, la prospérité était soutenue par la paix. En Ouganda, la peur issue de la violence réduisait les incitations d'investissement et d'engagement dans l'activité économique. Cette comparaison illustre l'importance des fondations politiques du développement. Le développement nécessite la formation de capital et l'organisation de l'activité économique. Sur le plan politique, le développement nécessite le contrôle de la violence et la délégation de l'autorité à ceux qui utiliseront le pouvoir de façon productive (Bates 2001, 29, traduction libre)

Le contrôle de la violence et la délégation de l'autorité à des fins productives ne sont malheureusement pas établis partout. Plus que tout autre continent, l'Afrique souffre des effets négatifs produits par les guerres civiles. Ainsi, le SIPRI soulignait dans l'un de ses rapports que l'Afrique est la région la plus conflictuelle dans le monde et la seule où le nombre de conflits armés est à la hausse (SIPRI 1999). Les troubles politiques violents en Algérie, en Angola, au Burundi, en Côte-d'Ivoire, en Érythrée, en Éthiopie, au Liberia, au Mozambique, en Ouganda, en République démocratique du Congo, au Rwanda, en Sierra Leone et au Soudan témoignent de cette « tendance conflictuelle ». Cela explique pourquoi l'espérance de vie reste très faible dans plusieurs pays africains et que 300 millions d'individus, près de la moitié des habitants de la région, y vivent encore dans une pauvreté extrême (WB 2002).

L'appauvrissement politique, économique et social accentué du continent africain résulte en grande partie des nombreux conflits qui y sévissent. Par ailleurs, cette situation ne doit pas être strictement perçue comme une conséquence des guerres civiles. Elle peut également être à la source des frustrations individuelles et collectives envers les gouvernements de la région. Dans certaines circonstances, de telles frustrations débouchent vers une action politique violente, la rébellion. Considérant que la pauvreté est à la fois une cause et une conséquence des conflits, doit-on percevoir les organisations rebelles qui participent aux guerres civiles comme des redresseurs de torts ou des entreprises criminelles à grande échelle? Force est de constater que la question posée en 1970 par Ted Robert Gurr (*Why Men Rebel ?*) est, 34 ans plus tard, toujours pertinente<sup>2</sup>.

## 1.2 Structure de l'essai

Afin d'apporter une contribution à la question posée précédemment, j'adopterai la démarche suivante. Le prochain chapitre sera consacré à une revue de la littérature traitant des causes des guerres civiles. Après un survol général de ces causes, je traiterai plus spécifiquement d'une approche relativement nouvelle, soit l'économie politique des guerres civiles. Une grande attention sera accordée aux travaux de Paul Collier et Anke Hoeffler. Ces deux chercheurs participent au programme de recherche *The Economics of Civil War, Crime, and Violence* mis sur pied par la Banque mondiale<sup>3</sup>. La Banque a créé le programme dans le but de saisir l'influence qu'exercent les facteurs économiques sur les guerres civiles. Dans le cadre de cette programmation, Collier et Hoeffler cherchent plus précisément à déterminer les motivations réelles des organisations rebelles impliquées dans ce type de conflit. Au fil des ans, ils ont développé une méthode d'analyse qui bénéficie d'une attention considérable de la part des milieux académiques et politiques<sup>4</sup>. Dans le chapitre 2, j'exposerai les principales composantes de cette méthode ainsi que les conclusions tirées de son application. Outre la notion de motivation, la présentation des travaux de Collier et Hoeffler permettra aussi de discuter de deux thèmes plus spécifiques, soit les fonctions économiques de la violence et les guerres de ressources.

---

<sup>2</sup> Voir Ted Robert Gurr, 1970, *Why Men Rebel*, New Jersey: Princeton University Press

<sup>3</sup> On peut consulter le site du programme de recherche à l'adresse suivante [www.econ.worldbank.org/programs/conflict/](http://www.econ.worldbank.org/programs/conflict/)

<sup>4</sup> Voir le chapitre 1 de Ballentine et Sherman (2003) et les articles d'Hugon (2004) et de Nafziger et Auvinen (2002) pour une discussion sur l'apport de Collier et Hoeffler dans le débat sur les causes des guerres civiles.

Grâce au survol de la littérature, je serai en mesure de préciser ma question de recherche et mes principales hypothèses quant aux motivations des organisations rebelles dans le chapitre 3. Afin d'évaluer la validité de mes hypothèses, j'appliquerai le modèle d'analyse à un conflit qui a déstabilisé l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest au cours des années 1990, soit la guerre civile au Liberia (1989-1997). La plus puissante des factions rebelles impliquées, soit le *National Patriotic Front of Liberia* (NPFL) dirigé par Charles Taylor, sera l'objet de mon analyse de motivations. La lecture de l'ouvrage *Liberia : The Heart of Darkness*, écrit par Gabriel I.H. William (2002), éditeur du quotidien libérien *The Inquirer Newspaper* entre 1989 et 1993 m'a sensibilisé à l'opinion des habitants du pays face à cette guerre. Ainsi, William y indique que l'expression "the senseless war" est utilisée pour désigner les événements qui ont dévasté le Liberia au cours des années 1990. Puis, l'étude de la littérature traitant du sujet m'a permis de confirmer que les propos du journaliste étaient fondés. Ainsi, on ne peut qu'être intrigué par des titres comme *A Banquet for the Warlords* (Adebajo 2002, chapitre 3), *Liberia : des prédateurs aux ramasseurs de miettes* (De Montclos 1996), *War without End* (Gershoni 1997) ou *The Mask of Anachy* (Ellis 1999). Ces appellations laissent présager que la quête de justice n'est certainement pas la cause fondamentale de la guerre civile au Liberia. Or, d'autres éléments discréditent la thèse de l'instrumentalisation (par le NPFL) de la violence à des fins strictement criminelles. Par exemple, on peut constater que le militarisme et l'autoritarisme imprègnent fortement l'histoire politique du Liberia, spécialement au cours du règne de Samuel Doe (1980-1989). Selon Jean-Germain Gros,

ce n'est pas un hasard si les États défailants par excellence des années 1990 ont été dirigés par des hommes militaires : Siad Barre en Somalie, Samuel Doe au Liberia, Juvénal Habyarimana au Rwanda et Raoul Cedras en Haïti. En fait, il semble que plus un pays est militarisé, plus l'intensité de son échec, de sa faiblesse, est grande (Gros 1996, 464, traduction libre).

Cette militarisation de la vie politique et la faillite de l'État libérien sous Doe peuvent être perçues et présentées comme des motifs légitimes de rébellion. D'ailleurs, comment expliquer l'élection de Charles Taylor en 1997, principal responsable du déclenchement et de la perpétuation de la guerre civile, si ce n'est que la population libérienne était sympathique à sa cause ? Cela reste une hypothèse controversée. En réalité, il est fort possible que la population ait accordé son soutien électoral à Taylor parce qu'elle croyait que c'était le seul moyen de l'apaiser et de mettre un terme à la guerre civile. Une attention particulière sera donc accordée au contexte politique, économique et social prévalant avant le déclenchement



de la crise dans le cadre du chapitre 4. Cela me permettra d'évaluer la validité de mes hypothèses concernant les motivations réelles du NPFL. De plus, en appliquant le modèle de Collier et Hoeffler à un cas précis, je serai en mesure de discuter de ses forces et de ses faiblesses. Il s'agit en fait de cerner l'apport de leurs travaux dans l'identification des causes des guerres civiles et de la nature des rébellions. Par ailleurs, avant de pouvoir faire cela, je crois qu'il est nécessaire de se familiariser avec la littérature traitant de notre problématique.

## **Chapitre 2 : L'économie politique des guerres civiles**

### *2.1 Introduction aux causes générales des guerres civiles*

Avant de traiter spécifiquement de l'économie politique des guerres civiles, il est impératif de discuter brièvement de la définition, des types et des causes générales des guerres civiles. Derriennic présente les guerres civiles comme des « conflits violents qui opposent entre eux des concitoyens alors que les soldats des guerres interétatiques sont des étrangers les uns pour les autres » (2001, 13). Selon lui, ce type de conflit prend trois formes principales, soit les guerres partisans, les guerres socio-économiques et les guerres identitaires. La distinction s'établit à partir du « mode de composition » des groupes belligérants. Ainsi, dans les guerres partisans, l'opposition est essentiellement idéologique et elle résulte d'un choix individuel. Dans le cas des guerres socio-économiques, la place des individus dans l'activité économique détermine l'appartenance aux groupes en conflit. Finalement, les guerres identitaires mettent en opposition des groupes dont l'appartenance individuelle est déterminée dès la naissance. Évidemment, ces définitions représentent des idéaux-types. En réalité, toute guerre civile présente une composante idéologique, économique ou identitaire. Derriennic considère toutefois que les conflits identitaires et les entreprises violentes à objectifs économiques constitueront les principales menaces à la paix dans l'avenir, puisque la capacité de mobilisation des grandes idéologies de guerre civile a considérablement diminué. La prolifération des États faibles (surtout en Afrique) offre d'ailleurs un contexte fertile pour la propagation de cette menace identitaire et/ou économique.

Cette typologie est certes utile pour distinguer la nature et la composition des groupes qui s'opposent, mais elle ne précise pas quels sont les facteurs qui poussent ces mêmes groupes à avoir recours à la violence. Toujours selon Derriennic, « les principaux facteurs qui font varier l'efficacité des mécanismes inhibiteurs de la violence peuvent être regroupés en trois catégories : certains régimes démographiques, certains régimes économiques et certaines conceptions de la justice » (2001, 113). Dans le cas de la démographie, ce n'est pas tant le nombre d'habitants qui pose problème, mais la composition de la structure démographique. Une population disposant d'un nombre élevé d'hommes âgés entre 15 et 40 ans est susceptible de présenter un taux de criminalité élevé, puisque la plupart des crimes sont commis par des individus appartenant à ce groupe démographique (Cusson 1990; Tiger 1999). C'est également au sein de ce groupe que la possibilité de mobilisation guerrière est la plus facilement réalisable. Donc, certaine situation démographique exerce un

effet déstabilisateur sur les sociétés, sans nécessairement les condamner aux conflits. Quant aux régimes économiques, Derriennic explique que la pauvreté fait augmenter la propension à la violence et accentue les conséquences qu'elle produit. D'une part, les sociétés pauvres présentent des taux de mortalité naturelle plus élevés que les sociétés riches. Cette mortalité naturelle élevée affaiblit les mécanismes d'inhibition de la violence puisque la population est régulièrement confrontée à la mort. D'autre part, les conséquences de la guerre sont plus importantes chez les sociétés pauvres étant donné qu'elles ne disposent pas des ressources nécessaires à l'absorption des effets destructeurs et désorganisateur de la violence. Finalement, la conception de la justice constitue un autre facteur à considérer, vu que «la recherche de la justice est une des motivations principales des humains en conflit» (Derriennic 2001, 136). La logique de vendetta, présente dans plusieurs sociétés, «comporte une exigence de justice, comprise comme un équilibre entre les torts que les groupes s'infligent les uns aux autres» (Derriennic 2001, 138). Cette conception rétributive de la justice favorise le recours à la violence dans la mesure où l'objectif recherché est la réparation des torts historiques infligés au groupe auquel l'individu appartient.

D'autres auteurs divisent plutôt les causes des guerres civiles en deux catégories principales, soit les causes économiques et les causes politiques (Cater 2003). Deux théories sous-tendent l'analyse économique des guerres civiles : la prédation économique (Collier et Hoeffler 1999, 2002a, 2002b) et le néo-patrimonialisme (Reno 2000). La première théorie, que j'explorerai en profondeur, assume que toutes les sociétés sont déchirées par des griefs, mais que la faisabilité de la rébellion détermine les risques de guerre civile. La deuxième théorie stipule que la diversion chronique des ressources économiques étatiques par les élites gouvernantes a entraîné la création d'États parallèles (*shadow states*). Dans ces États, la corruption et la coercition représentent les modes de gouvernance privilégiés par les autorités. Lorsque la classe politique n'a plus les moyens de monnayer ses appuis par le détournement de fonds publics ou de réprimer la contestation, l'éclatement de conflits violents est à prévoir. Au niveau politique, il existe également deux grandes théories : la théorie de l'inégalité horizontale (Stewart 2002) et la théorie des États défaillants (*failed states*), défendue par plusieurs auteurs en science politique (Carment 2003; Gros 1996). Tout d'abord, selon Frances Stewart, les groupes au sein d'une société perçoivent des inégalités horizontales entre eux, ce qui les amènent à utiliser la violence afin d'obtenir ou de maintenir leur contrôle sur les institutions étatiques. L'identité des groupes peut être construite sur des bases régionales,

ethniques<sup>5</sup>, claniques ou religieuses. Il existe quatre sources de différenciation entre les groupes : la participation politique, les actifs économiques, les revenus et l'accès à l'emploi et la situation sociale. Ainsi, une perception collective de disparités entre les groupes face à une ou plusieurs de ces sources produit un phénomène d'inégalité horizontale. La mise en œuvre d'une action collective violente survient lorsqu'un groupe considère que la situation d'inégalité horizontale face aux autres groupes est devenue intolérable. Par ailleurs, plusieurs auteurs perçoivent la défaillance étatique comme le facteur le plus significatif pour expliquer l'éclatement des guerres civiles. Le terme État défaillant est utilisé pour désigner un État dont le degré de faiblesse institutionnelle a atteint un point critique. Lorsqu'il y a «une rupture générale du corpus de règles formelles et informelles gouvernant une société, accompagnée d'une disparition ou d'une érosion de l'autorité formelle » (Gros 1996, 457, traduction libre), ce point critique est atteint. Les États défaillants sont incapables de remplir leurs fonctions traditionnelles. Dans une telle situation, les conditions de vie se détériorent : réduction des services publics (voire leur disparition), dégradation des infrastructures physiques, ralentissement de l'activité économique, insécurité généralisée. Par conséquent, ce vide politique mène souvent à l'anarchie et à la guerre civile.

Ce bref survol de la littérature permet de constater qu'il existe de multiples causes pouvant expliquer l'éclatement des guerres civiles. Néanmoins, dans le cadre de cet essai, j'accorderai plus d'importance aux théories analysant l'influence exercée par les facteurs économiques.

## *2.2 Les fonctions économiques de la violence*

La prédation et l'existence d'intérêts économiques dans les guerres civiles n'est pas une découverte de Collier et Hoeffler. Dès 1998, David Keen indiquait que dans certains cas, la violence constitue désormais une opportunité plus qu'un problème. Ainsi, la guerre ne serait plus la poursuite de la politique par d'autres moyens, mais elle se serait transformée en un instrument d'enrichissement pur et simple (Keen 1998, 11)<sup>6</sup>. Cette notion d'opportunité nous oblige à reconsidérer deux notions ancrées dans la perception des conflits armés : que la

---

<sup>5</sup> Pour une discussion plus élaborée sur le rôle de l'ethnicité dans les guerres civiles, voir l'ouvrage de Carment et James, 1997, *Wars in the Midst of Peace: the International Politics of Ethnic Conflict*, Pittsburgh: University of Pittsburgh Press.

<sup>6</sup> Le passage fait référence à la célèbre formule de Clausewitz et il se lit ainsi : "La guerre est devenue la continuation de l'économie par d'autres moyens" (traduction libre).

guerre n'a que des effets pervers et que les parties cherchent nécessairement à obtenir une victoire militaire totale. En effet, la guerre ne produit pas seulement des conséquences négatives sur l'économie. Les multiples fonctions économiques de la violence l'illustrent clairement et Keen en répertorie sept principales : le pillage, la rémunération de la sécurité, le contrôle monopolistique du commerce, l'exploitation de la main-d'œuvre, l'appropriation des terres, le vol de l'aide internationale, et l'institutionnalisation des bénéfices accordés aux militaires (Keen 2000, 29-31). Ainsi, plusieurs guerres civiles persistent à cause d'un calcul économique rationnel effectué par les belligérants. La guerre civile devient une activité économiquement profitable et ces groupes perçoivent le règlement du conflit comme un dénouement défavorable. Deuxièmement, la victoire militaire totale ne représente pas toujours l'objectif premier des combattants. Certains dirigeants ne veulent pas mettre la survie de leur organisation ou de l'armée nationale en danger en s'engageant dans une confrontation à grande échelle contre les forces ennemies (à moins d'avoir un avantage militaire ponctuel ou permanent). Donc, ils se contentent souvent d'exercer un contrôle sur une partie du territoire national. Or, la fonctionnalité économique de la violence n'est pas une particularité du 20<sup>e</sup> siècle. Mats Berdal et David Malone (2000) indiquent d'ailleurs que :

la présence de motifs économiques et d'agendas commerciaux dans la guerre n'est pas un nouveau phénomène, mais plutôt un thème familier dans l'histoire de la guerre. En Allemagne, pendant la guerre de Trente Ans, la guerre en soi était devenue une vaste entreprise privée vouée à l'accumulation de profit, l'armée impériale de Wallenstein s'étant érigée en une des plus grandes entreprises commerciales de l'époque (Berdal and Malone 2000,1, traduction libre)

Par ailleurs, au début des années 1990, l'analyse systématique de l'influence des agendas économiques dans le déroulement, la durée ou la nature des guerres civiles n'avait pas encore été entreprise. L'intérêt des travaux de Keen (1998), puis de Collier et Hoeffler (1999, 2002a, 2002b) est d'avoir contribué à faire évoluer le débat dans cette direction. L'attention particulière accordée aux « motivations conflictuelles » a replacé les fonctions économiques de la violence à l'ordre du jour.

Les conflits armés sont souvent perçus comme des phénomènes irrationnels. Toutefois, si l'on considère que les actions entreprises par l'État et les groupes rebelles répondent à une certaine forme de rationalité, on ne peut prétendre que leurs interactions conflictuelles en sont dépourvues. Qu'elle que soit la nature des motivations justifiant son

éruption, la violence, sur le plan individuel et collectif, exerce de multiples fonctions. Ainsi, un individu qui décide de s'engager dans une activité sociale violente telle que la rébellion laisse tomber sa fonction productive au détriment d'une fonction d'appropriation (Murshed 2002, 387 ; Skaperdas 2001, 1-2). Il est évident que son choix s'inscrit dans un contexte précis puisque les individus évoluent dans un environnement contraignant, souvent caractérisé par la pauvreté et la répression. Ils choisissent une activité dans le but d'assouvir leur désir de prédation, d'assurer leur survie physique et économique ou de défendre une cause en laquelle ils croient. Ainsi, il semble évident que les facteurs économiques influencent la stratégie et le comportement des acteurs participant aux conflits civils. Cela favorise souvent l'émergence d'une économie de guerre et d'une dynamique conflictuelle spécifique. L'expression "doing well out of war", qui est d'ailleurs le titre du chapitre rédigé par Collier dans l'ouvrage de Berdal et Malone (2000, 91) illustre bien ce phénomène d'instrumentalisation de la violence.

### *2.3 Des guerres de ressources ?*

Pour Collier et Hoeffler (2002), l'accès au financement détermine en grande partie la faisabilité de la rébellion. Or, l'exploitation des ressources naturelles constitue une méthode de financement privilégiée par les organisations rebelles. Ce type d'activité économique est localisé en un point géographique précis, ce qui en fait une cible facile, et il génère des profits élevés. Ainsi, l'abondance de ressources naturelles sur un territoire influence la fréquence et la durée des guerres civiles. Les problèmes politiques liés à la présence des ressources naturelles ont notamment été soulignés par un rapport de l'ONU traitant du trafic illicite de diamants par l'UNITA en Angola. Robert Fowler, Représentant permanent du Canada aux Nations Unies à l'époque et auteur principal du rapport, y indiquait notamment que les revenus issus de la vente de diamants constituaient la composante essentielle de la capacité de l'UNITA à poursuivre la guerre contre le gouvernement angolais (Klare 2001, 210). Ce constat, combiné aux découvertes de Collier et Hoeffler (2002), a contribué à l'émergence d'un autre concept central dans l'étude de l'économie politique des guerres civiles : les guerres de ressources. Les guerres de ressources « implique, à un degré significatif, la poursuite ou la possession de matériaux critiques » (Klare 2001, 25, traduction libre). Donc, ces conflits visent le contrôle physique d'une ou de plusieurs ressources afin de tirer profit de leur valeur économique. Néanmoins, tous ne perçoivent pas le phénomène de la même manière. Les guerres de ressources s'appuient-elles réellement sur l'abondance ou sur la rareté ?

### 2.3.1 *Le phénomène de rareté*

Les tenants de l'école de la rareté sont les représentants modernes de l'économiste Thomas Malthus. Dans son *Essai sur le principe des populations* publié à la fin du 18<sup>e</sup> siècle, Malthus prévoyait que la production alimentaire n'allait pas être en mesure de suivre la croissance de la population humaine. Selon lui, cette bombe démographique déboucherait tôt ou tard sur une situation de pénurie alimentaire grave et conflictuelle (Malthus 1798). Tout comme leur «guide spirituel», les néo-malthusiens affirment que l'activité humaine exerce une pression négative sur l'environnement. Thomas Homer-Dixon, professeur de science politique à l'Université de Toronto, partage cette vision. Selon lui, les changements environnementaux produits par l'activité humaine auront des impacts sociaux considérables, dont l'éclatement de conflits violents (Homer-Dixon 1991). Après avoir présenté les sept principaux changements environnementaux<sup>7</sup> à prévoir et les impacts sociaux qui leurs sont reliés, Homer-Dixon annonce l'émergence de trois types de conflits. Premièrement, les «conflits de rareté simples» éclateront suite à une diminution des réserves d'eau potable, de poissons et de terres agricoles. Deuxièmement, les « conflits de groupes identitaires » se produiront à cause des déplacements massifs de population, rendus inévitables à cause de la dégradation environnementale de certaines régions. Finalement, le déclin de l'activité économique engendré par les changements environnementaux exacerbera la perception d'injustice économique des populations et cela favorisera la consolidation des « conflits de dépossession relative ». Ces trois phénomènes conflictuels agiront en interaction, augmentant ainsi les risques de dispute<sup>8</sup>. Il faut noter que les pays en voie de développement seront les plus touchés par cette situation, puisque «par définition, ils ne disposent pas des ressources financières, matérielles ou intellectuelles nécessaires à l'appréhension et aux règlements des problèmes environnementaux» (Homer-Dixon 1991, 88, traduction libre).

### 2.3.2 *Le phénomène d'abondance*

L'hypothèse défendue par Homer-Dixon demeure très controversée. Dans un article critique, Gledisch (1998) présente neuf faiblesses qu'on retrouve habituellement dans les études explorant le lien entre l'environnement et les conflits armés. Les problèmes les plus importants recensés par l'auteur sont : «un manque de clarté face à ce qui est véritablement un

<sup>7</sup> Voir les pages 88-89 de l'article d'Homer-Dixon (1991) pour la liste des sept changements.

<sup>8</sup> Voir l'annexe III pour un schéma récapitulatif présentant la démarche analytique d'Homer-Dixon.

conflit environnemental, des variables importantes sont négligées, notamment les facteurs économiques et politiques, des événements hypothétiques sont présentés comme des évidences empiriques et les études n'offrent pas de distinction entre les conflits domestiques et internationaux » (Gledisch 1998, 381, traduction libre). Considérant ces faiblesses, il n'est pas certain que la rareté des ressources soit un facteur explicatif satisfaisant en matière de guerre civile. D'ailleurs, Klare (2000) introduit une distinction entre les conflits inter et intra étatiques. D'une part, il considère que les ressources pétrolières et hydrauliques, à cause de leur importance critique pour la vie humaine et l'activité économique, vont entraîner l'éclatement de guerres interétatiques. D'autre part, d'autres ressources, tel que les minerais, les diamants ou le bois, risquent de provoquer des conflits intraétatiques. Dans ce cas, ce n'est pas tant leur rareté que leur accessibilité pour les groupes rebelles qui est responsable de ce risque. En effet, Klare explique que ce type de ressources est souvent concentré dans des régions géographiques occupées ou convoitées par des groupes ethniques ou religieux insatisfaits de leur situation. Ces groupes cherchent à augmenter leur pouvoir ou à accéder à une indépendance politique complète face au gouvernement central. L'auteur cite les exemples de la rébellion de Bougainville en Nouvelle-Guinée, des conflits en Sierra Leone et en République Démocratique du Congo et des affrontements sur l'île de Bornéo. Il souligne qu' « avec de tels enjeux, et avec si peu d'autres ressources disponibles dans ces pays, il n'est pas surprenant que des factions soient prêtes à provoquer des guerres civiles ou à employer la violence afin de contrôler ces ressources » (2000, 192, traduction libre). Klare accepte donc le constat selon lequel l'abondance d'une ressource naturelle facilement exploitable constitue un élément favorisant l'éclatement de guerres civiles<sup>9</sup>.

L'analyse proposée par Indra De Soysa (2002) s'inscrit en conformité avec ce que nous avons vu précédemment. Ce dernier évalue l'influence de plusieurs variables sur les possibilités d'éclatement des guerres civiles. Une de ses principales découvertes est « qu'une richesse minière abondante est un facteur de déstabilisation important, alors que la rareté de ressources non renouvelables n'est pas liée aux conflits civils » (De Soysa 2002, 395, traduction libre). Le piège de l'abondance a également été confirmé par Michael Ross. Ross (2003a) identifie quatre phénomènes qui sous-tendent l'effet appauvrissant de la dépendance économique envers les ressources naturelles : diminution des performances économiques, affaiblissement et corruption du gouvernement, incitation à l'indépendance chez les

---

<sup>9</sup> Il insiste d'ailleurs sur l'apport de Collier quant à l'émergence de cette problématique. Voir les pages 210-212.



populations vivant dans des régions riches en ressources naturelles et financement des mouvements rebelles (Ross 2003a, p.35). L'extraction de ressources naturelles génère des profits faramineux et leur exploitation est confinée à un point géographique précis. Cela n'est pas le cas des biens manufacturés puisque les centres de production ne sont pas liés de façon aussi étroite à la localisation géographique des ressources productives. A la lumière de ce que nous avons vu jusqu'à maintenant, la présence abondante de ressources naturelles sur un territoire donné doit donc être considéré comme un facteur de risque considérable.

#### *2.4 Avidité(greed) ou Grief (grievance) : un nouveau modèle d'analyse*

L'article "Justice-Seeking and Loot-Seeking in Civil War"<sup>10</sup> publié en 1999 pose les principaux paramètres de la méthode d'analyse de Collier et Hoeffler. Les chercheurs y regroupent les causes des guerres civiles dans deux catégories opposées, soit la quête de justice et la quête de pillage (*loot*). D'une part, ils reconnaissent que la plupart des groupes rebelles affiche le désir d'alléger les griefs de la population envers le régime en place. Ainsi, de façon générale, les rébellions poursuivent une mission de rétablissement de la justice. D'autre part, les activités de certains groupes rebelles semblent intrinsèquement liées à l'appropriation de ressources. Par exemple, l'exploitation des ressources naturelles par les groupes rebelles au cours des guerres civiles en Angola, au Liberia et en Sierra Leone constitue un phénomène fort bien documenté (Klare 2001; Le Billon 2001; Ross 2003). L'identification de ces formes distinctes de motivations permet l'élaboration de deux modèles d'analyse.

Le premier modèle développé par Collier et Hoeffler (1999) considère que l'objectif fondamental de la rébellion est le pillage et l'enrichissement. Dans ce cas, deux variables sont considérées : la valeur des exportations de ressources naturelles par rapport au PIB et le coût d'opportunité. Ainsi, tout comme Klare (2002), De Soysa (2002) et Ross (2003a), Collier et Hoeffler affirment que la dépendance envers l'exportation des ressources naturelles favorise l'éclatement des guerres civiles. En effet, cette dépendance représente une opportunité économique non négligeable pour les organisations rebelles. Le contrôle des zones géographiques riches en ressources leur assure une mainmise sur les centres de production et les réseaux de distribution. L'exploitation des ressources naturelles représente une activité

---

<sup>10</sup> Notons que Collier et Hoeffler utilisent la définition proposée par Singer et Small (1994). Ainsi, une guerre civile est définie comme une guerre interne ayant causé la mort d'au moins 1000 personnes.

économique très lucrative, ce qui constitue un incitatif puissant si l'on considère que la rébellion répond essentiellement à un désir de pillage. Donc, l'existence d'un mode d'accumulation de richesses identifiable et accessible, i.e. l'exploitation des ressources naturelles, favorise la formation et la survie des groupes rebelles. Quant au coût d'opportunité, il renvoie à la décision individuelle. La décision d'engagement dans une force rebelle (et par extension la capacité de mobilisation des groupes) se réalise suite à un calcul de coûts et de bénéfices de la part de l'individu qui songe à s'y joindre. On peut prévoir que si l'activité de rébellion représente l'option la plus avantageuse pour un individu, alors il s'engagera. Les auteurs utilisent l'exemple de la guerre civile en Russie afin d'illustrer la validité de leur hypothèse :

les Rouges et les Blancs, deux armées rebelles, avaient un grave problème de désertion, avec près de quatre millions de déserteurs. Toutefois, le taux de désertion était dix fois plus important en été qu'en hiver : les nouveaux soldats étant majoritairement des paysans, ils pouvaient toucher un revenu intéressant en retournant travailler sur leurs terres pendant la saison des moissons (Collier et Hoeffler 1999, 4, traduction libre).

Dans le modèle de Collier et Hoeffler (1999), le coût d'opportunité est opérationnalisé par le revenu par habitant et le nombre d'années d'éducation de la population du pays. Dans le cas où le revenu par habitant et le nombre d'années d'éducation sont faibles, l'engagement dans un groupe rebelle devient une option attrayante pour ces peuples car ils ont peu à perdre. En résumé, dans le modèle de pillage, les risques de rébellion augmente si la dotation en ressources naturelles (N) est élevée et si le coût d'opportunité (C) est faible.

$$\text{Probabilité (d'éclatement d'une guerre civile)} = f(N, -C)$$

N = dotation en ressources naturelles

C = coût d'opportunité

Le deuxième modèle d'analyse développé par Collier et Hoeffler (1999) s'intéresse à la réparation des injustices perçues par la population. Il est construit sur la base de la demande de justice. La demande de justice est déterminée par l'ampleur de trois types de griefs : les haines issues des relations sociales, la répression dans le processus de prise de décision politique et la faiblesse des perspectives économiques. L'opérationnalisation de ces trois types de griefs est présentée à la page suivante :

**1. Griefs issus de la composition sociale.** La composition sociale d'un pays sera évaluée selon deux caractéristiques : la proportion de jeunes hommes âgés de 15-24 ans (M) et le niveau de fragmentation sociale (F). De nombreuses études ont effectivement démontré que le taux de criminalité d'une société était positivement influencé par la proportion qu'occupent les hommes de moins de 24 ans dans la population totale (Cusson 1990; Tiger 1999). Ainsi, une telle masse démographique représenterait une force contestataire relativement facile à mobiliser si les jeunes qui la composent étaient insatisfaits. Quant au niveau de fragmentation sociale, il dépend de la diversité ethnique, religieuse et géographique. Comme il est difficile de mesurer l'intensité des haines entre les groupes composant une société, Collier et Hoeffler tente d'évaluer l'influence de la fragmentation sociale sur les risques de guerre civile. Afin d'évaluer la diversité ethnique, les auteurs utilisent la variable ELF (*ethno-linguistic fractionalisation*) qui a été développée par une équipe d'anthropologistes russes. Plus la diversité ethnique est grande, plus la variable prend une valeur élevée. Par exemple, une société parfaitement homogène, la Corée du Sud, dispose d'une variable de valeur 0 et une société hautement diversifiée, le Burundi, présente une variable de valeur 93. Au niveau de la diversité religieuse, Collier et Hoeffler construisent un index de fragmentation religieuse à partir des travaux de Barro (1997). L'index évalue la proportion de la population qui adhère à chacune des grandes religions. Tout comme l'ethnicité, plus la diversité est grande, plus la variable prend une valeur élevée (par exemple : Arabie Saoudite 0, Tanzanie 73). Finalement, le degré de fragmentation géographique est déterminé par le nombre d'espace de 10km carré compris sur un territoire. Par conséquent, les petits pays densément peuplés seront moins fragmentés que les grands pays faiblement peuplés. La rébellion peut être facilitée par une forte fragmentation géographique car il est possible que certaines régions éloignées échappent au contrôle du gouvernement central.

**2. Griefs issus de la répression.** La répression ou l'absence de droits démocratiques est susceptible d'augmenter les risques de rébellion car les gouvernements autoritaires ou dictatoriaux sont perçus comme illégitimes et inefficaces par leur population. La répression se manifeste dans la variable R, construite à partir de la banque de données *Polity III*. L'index fourni par *Polity III* classe les États selon leur degré de liberté démocratique (Jagers et Gurr 1995). Dans le cadre du modèle de Collier et Hoeffler, plus l'index R augmente, plus le niveau de répression est élevé.

**3. Griefs issus de la faiblesse des perspectives économiques.** La faiblesse des perspectives économiques est mesurée par la performance économique du gouvernement (sur le plan de la

croissance  $G$  et de l'inflation  $CPI$ ) et par le niveau d'inégalités (dans la distribution des revenus  $Y_i$  et dans la distribution des terres  $Y_a$ ).

Dans le modèle de quête de justice, la probabilité d'éclatement des guerres civiles dépend de la demande de justice. Celle-ci est fonction des griefs présentés précédemment (à noter que tous les éléments exercent une influence positive sur la demande, excepté le taux de croissance, qui l'influence de façon négative) :

$$\text{Demande de justice (Jd)} = f(M, +F, +R, -G, +CPI, +Y_i, +Y_a)$$

- M : proportion de jeunes hommes âgés de 15-24 ans
- F : niveau de fragmentation sociale
- R : niveau de répression
- G : taux de croissance
- CPI : taux d'inflation
- $Y_i$  : distribution des revenus
- $Y_a$  : distribution des terres

Collier et Hoeffler fusionnent les modèles de pillage et de justice afin d'évaluer la valeur prédictive de chacun des indicateurs retenus. Ainsi, le modèle final qui sera appliqué pour l'analyse de la base de données<sup>11</sup> utilise la formule suivante :

$$\text{Probabilité (d'éclatement d'une guerre civile)} = f(N, +Jd, -C, +F, +R)$$

- N : dotation en ressources naturelles
- Jd : demande de justice
- C : coût d'opportunité
- F : niveau de fragmentation sociale
- R : répression

Les résultats obtenus indiquent une corrélation solide entre les variables issues du modèle de pillage et les risques d'éclatement des guerres civiles. Premièrement, la valeur des exportations de produits primaires exerce une influence déterminante sur la variable dépendante. Ainsi, lorsque ces exportations représentent plus de 28% du PIB (le taux de dépendance le plus risqué) dans un pays donné, la probabilité d'éclatement d'une guerre civile est 4,2 fois plus élevée que dans un pays dépourvu de ressources naturelles. Le coût d'opportunité de la rébellion est également une variable importante. Par exemple, à un niveau

---

<sup>11</sup> La base de données regroupe les informations de 53 épisodes de guerres civiles issues de 1004 observations sur 152 pays au cours de période de cinq ans comprises entre 1965 et 1995.

de risque d'éclatement moyen, l'augmentation d'une année d'éducation par habitant réduit les risques de 20%. Donc, il semble que les rebelles agissent sur les bases d'un calcul d'utilité.

Les indicateurs retenus pour mesurer l'intensité des griefs objectifs ont exercé une influence marginale. Dans le cadre de cette analyse, les risques de conflit n'ont pas augmenté à cause de l'existence de griefs au sein de la population. En fait, les rébellions en quête de justice semblent avoir beaucoup de difficultés à surmonter les problèmes liés à la mise en œuvre d'une action collective. Les facteurs qui augmentent les griefs mais limitent la faisabilité d'une action collective, notamment la fragmentation sociale et la répression politique, réduisent les risques de conflit, et ce, de façon significative. Par ailleurs, malgré les résultats obtenus, Collier et Hoeffler évitent de tirer des conclusions définitives. Ainsi, ils indiquent que «les prétentions altruistes des rébellions peuvent servir à dissimuler leur avidité, ou, au contraire, le pillage peut constituer un moyen de financer l'atteinte d'objectifs altruistes » (Collier et Hoeffler 1999, 15).

L'échec des politiques de développement économique est considéré par plusieurs comme la cause fondamentale des guerres civiles (World Bank 2003; Nafziger and Auvinen 2002). D'ailleurs, les faibles performances économiques des pays africains (mesurées par le revenu par habitant, la croissance du revenu par habitant et le ratio d'exportation de produits primaires par rapport au PIB) expliquent pourquoi l'Afrique est le continent le plus conflictuel en plus d'être la seule région du monde où le nombre de conflits armés s'accroît (Collier and Hoeffler 2002b). Certes, il faut reconnaître que la pauvreté offre un terrain fertile à la contestation politique. De nombreuses sociétés doivent composer avec des groupes qui manifestent des griefs sévères envers le pouvoir politique. Par ailleurs, cela n'entraîne pas nécessairement la formation des groupes rebelles, ni le recours à la violence. Donc, il y a une distinction importante à faire entre les motivations et les opportunités de rébellion : «la littérature en science politique explique les conflits en terme de motivations (...), nous opposons à cela des considérations économiques qui expliquent la rébellion en termes d'opportunités : il s'agit d'identifier les circonstances ou les individus disposent des moyens de se rebeller » (Collier and Hoeffler 2002a, 2, traduction libre).

L'article "Greed and Grievances in Civil War" (2002a) présente la version la plus élaborée de la méthode d'analyse de Collier et Hoeffler<sup>12</sup>. Ces derniers énoncent deux hypothèses pouvant expliquer l'émergence des groupes rebelles et, par extension, l'éclatement des guerres civiles.

H1: La rébellion peut s'expliquer par l'existence de griefs sévères envers le gouvernement.

H2: La rébellion peut s'expliquer par l'existence d'une structure d'opportunité favorable à la création d'une organisation rebelle.

Le modèle de griefs (H1) dispose de quatre mesures objectives :

**1. Les haines ethniques et/ou religieuses.** Comme la diversité ethnique et religieuse a produit des résultats insignifiants dans l'article précédent (1999), Collier et Hoeffler modifient leur approche. L'évaluation des haines s'effectue de façon différente. Selon eux, les sociétés polarisées présentent un niveau de haines ethniques et religieuses plus élevé que les sociétés hautement diversifiées. En se fondant sur les travaux d'Esteban et Ray (1994; 1999), ils évaluent l'influence de la polarisation sociale sur les risques de guerre civile.

**2. La répression politique et 3. l'exclusion politique.** La répression et l'exclusion politique sont mesurées sur les bases de l'étendue des droits politiques (issus de la banque de données *Polity III* mise sur pied par Jagers et Gurr 1995) et du niveau d'ouverture politique (fournie par *Freedom House*).

**4. Les inégalités économiques.** L'inégalité mène souvent à la contestation et à la rébellion. Dans les sociétés hautement inégalitaires, les pauvres peuvent se rebeller afin de favoriser une meilleure distribution de la richesse. Ici, l'inégalité économique est mesurée par le coefficient de Gini et par la différence dans la distribution de revenus entre le quintile de la population le plus riche et le quintile le plus pauvre. L'inégalité dans la distribution des terres est également mesurée par un coefficient de Gini spécifique. A noter que les statistiques proviennent des travaux de Deininger et Squire (1996; 1998).

---

<sup>12</sup> Les auteurs ne spécifient pas la raison justifiant l'utilisation de cette nouvelle formule, au détriment de la précédente (justice vs pillage).

Le modèle d'opportunité (H2) comprend deux grandes catégories :

**1. L'accès au financement.** Il dépend de la possibilité d'extorsion des ressources naturelles, de l'appui financier d'une diaspora et de l'existence d'un gouvernement étranger hostile au gouvernement en place sur le territoire de l'organisation rebelle.

**2. Le coût d'opportunité.** Il s'appuie sur la prévision des revenus futurs par les individus (déterminée par le revenu moyen par habitant, l'éducation secondaire de la population masculine et taux de croissance de l'économie), la capacité militaire du gouvernement (déterminée par la géographie du pays et la dispersion de la population) et la cohésion sociale du pays étudié. Ainsi, l'opérationnalisation du coût d'opportunité est beaucoup plus complexe que dans la version de 1999. Comme les résultats préliminaires avaient attribué une importance non négligeable au calcul d'opportunité, les auteurs ont décidé de lui accorder une attention particulière.

Collier et Hoeffler utilisent une base de données qui couvrent la situation politique dans 161 pays au cours de la période comprise entre 1960 et 1999 (78 épisodes de guerres civiles). Suite à leur analyse, les auteurs concluent «qu'un modèle qui se concentre sur les opportunités de la rébellion performe bien, alors que les indicateurs de griefs objectifs ne présentent pas une grande puissance explicative» (Collier et Hoeffler 2001, 16, traduction libre). En effet, les facteurs de griefs retenus dans le modèle de Collier et Hoeffler ont tous produits des résultats insignifiants, à part l'ethnicité. La diversité ethnique ne semble pas problématique en soi. Les sociétés présentant une diversité ethnique élevée sont plus sécuritaires que les sociétés ayant un haut degré d'homogénéité. En effet, dans les sociétés hautement diversifiées, les groupes rebelles sont confrontés à un problème typique de mise en œuvre d'une action collective puisque l'établissement d'une cohésion dans le mouvement contestataire s'avère difficile. Par contre, l'existence d'un groupe ethnique dominant augmente les risques de conflits puisque cela entraîne une polarisation des revendications politiques, économiques et sociales<sup>13</sup>.

Les facteurs exerçant le plus d'influence sur l'éclatement des guerres civiles se trouvent donc dans le modèle d'opportunité. Cela nous permet d'énoncer les propositions suivantes quant à la composition de la structure d'opportunité :

---

<sup>13</sup> Cela s'inscrit en conformité avec les conclusions de De Soysa (2002).

1. L'opportunité de former un groupe rebelle est positivement reliée à son accès au financement. L'accès au financement est grandement facilité si le pays concerné dispose d'une économie fortement dépendante de l'exportation de produits primaires<sup>14</sup>. Ce type d'activité économique favorise le pillage et l'extorsion, rendant la rébellion économiquement attrayante. De plus, l'existence d'une diaspora représente un élément favorable à la constitution d'une organisation rebelle puisqu'elle assure un appui financier extérieur, tout comme la présence d'un gouvernement étranger hostile.

2. Il sera plus facile de recruter des membres si le coût d'opportunité lié à l'implication dans le groupe rebelle est faible. Lorsque le taux d'éducation secondaire de la population masculine, le revenu par habitant et le taux de croissance augmentent, les risques de conflits diminuent. Collier et Hoeffler interprètent ces résultats comme le témoignage d'un calcul d'utilité des individus s'engageant dans la rébellion, tout en indiquant que « même si cette explication est correcte, l'existence de faibles revenus peut constituer une source de griefs, et pas nécessairement influencer le calcul utilitariste des individus face à leur implication dans la rébellion » (Collier and Hoeffler 2002, 16, traduction libre). De faibles revenus et un accès difficile à la scolarisation sont fortement susceptibles d'attiser la frustration de la population envers le gouvernement. Ici, il s'agit de griefs réels et légitimes, pas d'un calcul intéressé. Par ailleurs, si la rébellion était une protestation collective à l'égard de la faiblesse des revenus individuels, l'inégalité économique d'un pays devrait être un facteur de risque puissant, ce qui n'est pas le cas dans leur analyse statistique.

3. L'avantage militaire de l'organisation rebelle est favorisé par un terrain montagneux et une population dispersée.

4. Le temps écoulé depuis la fin du dernier conflit exerce un effet apaisant sur les belligérants. Le capital de sympathie de l'organisation rebelle décroît avec le temps, ce qui limite l'attrait de la rébellion. Par contre, l'existence d'une diaspora importante limite la dépréciation du capital de la rébellion à cause de son soutien moral et financier.

5. Le risque de conflit est proportionnel à la population du pays. Plus la population est nombreuse, plus les risques de conflit augmentent. Collier et Hoeffler ne sont pas réellement

---

<sup>14</sup> Toutefois, l'effet est non linéaire. Le taux de dépendance le plus risqué se situe lorsque la valeur des exportations de produits primaires représente 32% du PIB.



en mesure de statuer si l'influence de cette variable s'applique plus à l'opportunité qu'aux griefs.

Les conclusions proposées par "Greed and Grievance" posent en quelque sorte la suprématie des facteurs économiques dans les guerres civiles. La faisabilité de la rébellion y est considérée comme un facteur crucial, beaucoup plus que sa légitimité ou sa popularité. On serait donc tenté de considérer la création et la consolidation des mouvements rebelles comme étant essentiellement motivées par l'avidité ou la possibilité de prédation économique. Par ailleurs, comme il a été mentionné plus tôt, l'opportunité peut être mise au service d'une cause. Collier et Hoeffler précisent ainsi que :

l'opportunité peut exprimer l'existence d'organisations rebelles orientées vers la quête de profit ou l'atténuation des griefs. Nos résultats ne signifient pas que les rebelles sont nécessairement des criminels. Toutefois, les griefs qui motivent les rebelles peuvent être largement déconnectés des préoccupations sociales profondes telles que l'inégalité, les droits politiques ou l'identité ethnique et religieuse » (Collier and Hoeffler 2002a, 17, traduction libre).

Il est important de souligner que les organisations rebelles partagent les caractéristiques de trois types d'organisation : politique, militaire et commerciale. En tant qu'organisation politique, les groupes rebelles fondent leur discours ou leur action sur des motifs multiples, notamment la lutte contre la répression politique ou l'atténuation des injustices socio-économique. Le discours des groupes combine tous ces éléments, mais il est difficile d'identifier leurs motifs véritables. D'autre part, en tant qu'organisation militaire et commerciale, les groupes rebelles doivent vivre avec des contraintes sécuritaires et financières. Ils entreprennent donc des activités militaires et commerciales afin de survivre. Ces activités favorisent la création d'une logique spécifique d'accumulation. Ainsi, le pillage n'est habituellement pas la motivation principale du conflit, mais il peut devenir un facteur de perpétuation puissant puisqu'il impose une économisation des objectifs politiques (World Bank 2003, 79) Une fois que cette dynamique est enclenchée, il est très difficile de mettre fin au conflit armé, et ce qu'elle que soit la nature ou la légitimité des revendications initiales.

### *2.5 Au delà des griefs et de l'avidité*

Karen Ballentine et Jake Sherman (2003) cherchent à apporter un complément à la formule « avidité ou grief » consacrée par les travaux de Collier et Hoeffler. A priori, les auteurs participants reconnaissent que les facteurs économiques occupent une place non négligeable dans les conflits armés. Par ailleurs, leurs recherches tentent de cerner la nature de l'influence de ces facteurs, que ce soit au niveau de la fréquence, de la durée, de l'intensité ou du caractère des guerres civiles, et de leur importance relative face aux considérations politiques, sociales ou identitaires. Ainsi, l'évaluation de cette influence se réalise grâce à des études de cas diversifiées (Angola, Sierra Leone, Zaire\RDC, Colombie, Népal, Bougainville, Kosovo, Sri Lanka et Birmanie). Dans le dernier chapitre, Karen Ballentine expose une synthèse des recherches effectuées. Elle y propose deux conclusions particulièrement importantes pour notre problématique. Premièrement, elle conclut que la fréquence des guerres civiles est déterminée par des opportunités et des incitations économiques qui agissent en interaction avec des revendications politiques et sociales, des disputes interethniques et des dilemmes sécuritaires. Selon ce qui a été observé par les chercheurs participants, aucune des guerres civiles étudiées n'a éclaté à cause de facteurs strictement économiques. Les motivations politiques ont été, et ce dans tous les cas, à l'origine de la création des mouvements de rébellion. Il faut cependant insister sur le fait qu'à de multiples reprises, les facteurs économiques se sont combinés à des facteurs politiques. Cette combinaison a facilité l'éclatement des hostilités. Ainsi,

le LTTE au Sri Lanka, le RUF en Sierra Leone, l'UNITA en Angola ainsi que les rebelles gauchistes et les paramilitaires en Colombie ont énormément profité des acquis économiques accumulés au cours du conflit. Ils ont également utilisé ces acquis pour financer des campagnes militaires ayant été initiées pour des raisons autres que l'enrichissement (Ballentine and Sherman 2003, 260, traduction libre).

D'une part, cela confirme l'importance de la structure d'opportunité identifiée par Collier et Hoeffler pour les mouvements de rébellion. D'autre part, la priorité accordée à la satisfaction des objectifs politiques dans ces conflits discréditent la thèse selon laquelle les griefs qui motivent les rebelles peuvent être largement déconnectés des préoccupations sociales profondes telles que l'inégalité, les droits politiques ou l'identité ethnique et religieuse (Collier and Hoeffler 2002a, 17). La contestation politique, qu'elle soit violente ou

non, est largement attribuable à la nature et à l'intensité des griefs politiques, économiques et sociaux présents dans une société. Donc, la notion d'opportunité n'est pas autonome puisqu'elle s'inscrit dans un contexte de revendications. Il est possible de résumer cette distinction de la façon suivante : pour Collier et Hoeffler, la structure d'opportunité permet d'exploiter les griefs (réels ou perçus) alors que pour Ballentine et ses collaborateurs, l'existence de griefs permet d'exploiter la structure d'opportunité.

La deuxième conclusion de Ballentine est que l'accès aux ressources naturelles semble avoir une influence plus importante sur la durée que sur l'éclatement des guerres civiles. La simple présence de ressources n'est pas suffisante pour produire un conflit. Ainsi, pour chaque pays vivant une « guerre de ressources », il y en a plusieurs qui disposent d'un régime pacifique d'exploitation. Conséquemment, il est fort possible que l'accès aux ressources naturelles ait une influence plus importante sur la durée que sur l'éclatement des guerres civiles. Pour Jake Sherman (2001), la présence de ressources naturelles sur le territoire d'un État n'est pas en soi un indicateur conflictuel fiable. Les injustices économiques, politiques, et sociales semblent être la motivation principale des belligérants impliqués dans les guerres civiles en Afghanistan, en Angola, en Colombie, en Eurasie, au Liban, au Pérou, en République Démocratique du Congo ou en Sierra Leone. Il indique néanmoins que les motivations économiques, en tant que mode d'enrichissement personnel ou de moyen de financement de la lutte armée, exercent une influence déterminante sur la durée et la transformation des conflits<sup>15</sup>. A la lumière de la littérature disponible, il est donc difficile de statuer qu'il existe des guerres civiles dont le but des combattants se limite strictement à l'accumulation de ressources. Toutefois, il semble bien que l'abondance de certains types de ressources soit problématique pour le règlement des conflits<sup>16</sup>.

## 2.6 Synthèse

Les travaux de Collier et Hoeffler ont permis d'identifier les principales composantes de l'économie politique des guerres civiles. Dans leur approche, l'échec des politiques de développement est présenté comme la cause fondamentale des conflits. Néanmoins,

---

<sup>15</sup> Cela signifie qu'un conflit s'étant déclenché sur les bases de revendications politique se transforme en une guerre d'appropriation.

<sup>16</sup> Pour une analyse de la relation entre la nature/géographie d'une ressource et le type de guerre civile, voir Le Billon 2001, p.572-575.

l'appauvrissement économique, politique et social n'est pas suffisant pour expliquer le déclenchement des conflits. Les modèles de griefs et d'opportunité permettent d'aller au-delà du discours de revendications produit par les groupes rebelles. Quelles que soient les motivations réelles de ces groupes (l'assouvissement de l'avidité ou l'atténuation des griefs), c'est la faisabilité de la rébellion qui explique le mieux le recours à la violence. L'exploitation des moyens pour atteindre une fin ne signifie pas que cette dernière est nécessairement pervertie. L'opportunité peut être mise au service d'une cause. Par contre, l'interprétation proposée par Collier et Hoeffler présente la viabilité économique comme la préoccupation principale des rébellions alors que celle de Ballentine et Sherman insistent sur le caractère politique de ces entreprises. L'analyse de la guerre civile au Liberia permettra, espérons-le, d'y voir plus clair.

## Chapitre 3 : Démarche méthodologique

### 3.1 Présentation de la question de recherche

J'ai précisé auparavant que l'intention générale de ma démarche est de déterminer si les organisations rebelles qui participent aux guerres civiles doivent être considérées comme des redresseurs de torts en quête de justice ou des entreprises criminelles en quête de profits. La revue de la littérature réalisée dans le chapitre 2 illustre l'absence d'un consensus quant à l'évaluation des motivations des mouvements rebelles. Par ailleurs, l'attention accordée aux écrits de Collier et Hoeffler témoigne de leur influence dans l'orientation du débat. Donc, il m'apparaît justifié d'utiliser leur modèle et de l'appliquer au cas du Liberia afin de répondre à la question suivante :

Q: *Les motivations du NPFL étaient-elles essentiellement fondées sur l'assouvissement de l'avidité de son chef et de ses membres (greed) ou sur le désir de répondre aux griefs qu'entretenait la population envers le gouvernement de Samuel Doe (grievance) ?*

Cette question sera étudiée à la lumière des modèles élaborés par Paul Collier et Anke Hoeffler. Néanmoins, je tiendrai compte des réserves ayant été émises à leur égard, notamment au niveau de l'opérationnalisation des variables.

### 3.2 Formulation des hypothèses de recherche

Dans le but de fournir une réponse satisfaisante à ma question de recherche, il s'avère nécessaire d'étudier de façon approfondie les griefs et la structure d'opportunité présents au Liberia à l'aube de la guerre civile. Dans le cadre de mon analyse, je tenterai d'évaluer la validité des deux hypothèses suivantes :

Hypothèse1 : *La nature et l'intensité des griefs politiques, économiques et sociaux présents au Liberia en 1989 constituaient un contexte propice à l'émergence d'un mouvement de rébellion (ce qui est conforme à la thèse des griefs).*

Hypothèse2 : *La structure d'opportunité présente au Liberia en 1989 était particulièrement favorable à l'émergence et à la consolidation d'un mouvement armé comme le NPFL (ce qui est conforme à la thèse de l'avidité).*

### 3.3 Présentation des modèles et opérationnalisation des variables

L'évaluation des griefs se fera à partir des variables suivantes :

**1. La situation économique et sociale.** La situation économique et sociale du pays constitue le premier élément de griefs à considérer. Collier et Hoeffler (2002) s'attardent à la notion d'inégalité économique. Pour ma part, je tenterai de dresser un portrait global de la situation économique prévalant au Liberia en 1989. Un tel portrait permet de mieux saisir l'étendue de la frustration et du mécontentement ressentis par la population à l'époque. Pour réaliser cette analyse, j'ai retenu les indicateurs suivants: le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB), l'indice de développement humain et le taux moyen de participation de la population active. L'objectif sera d'évaluer la performance économique du gouvernement de Samuel Doe en comparant la situation économique et sociale au Liberia avec celle prévalant dans les autres pays africains à l'époque. J'aurais aimé réaliser une étude comparative plus exhaustive, mais la disponibilité des données statistiques économiques pour le Liberia est très faible.

**2. L'exclusion et 3. la répression politique.** Tout comme dans l'article de Collier et Hoeffler (2002), la répression et l'exclusion politique seront mesurées sur les bases de l'étendue des droits politiques tel que posé par la banque de données *Polity IV* (Jagers et Gurr 2002). Ces indicateurs me semblent utiles, mais insuffisants. Je présenterai donc un survol de la violence politique survenue au Liberia depuis le début des années 1980 afin de mieux saisir l'ampleur de l'exclusion et de la répression.

**4. Les haines ethniques et religieuses.** Afin d'évaluer les haines ethniques et religieuses, j'utiliserai le concept d'inégalité horizontale développé par Frances Stewart (2002). Dans un premier temps, j'identifierai les principaux modes de construction identitaire dans la société libérienne. Dans un deuxième temps, j'essaierai de voir si ces modes de construction identitaire ont influencé l'accès à l'activité politique et économique du pays.

La structure d'opportunité du NPFL sera déterminée par les variables suivantes :

**1. L'accès au financement.** J'évaluerai l'accès au financement du NPFL en étudiant trois indicateurs : la possibilité d'extorsion des ressources naturelles, l'appui financier d'une diaspora et l'existence d'un gouvernement étranger hostile à Samuel Doe. La possibilité d'extorsion des ressources naturelles sera mesurée grâce à la valeur du ratio d'exportations de matières premières par rapport au produit intérieur brut. Les deux autres indicateurs sont

difficilement estimables sur un plan strictement quantitatif. Ainsi, je tenterai de voir si le NPFL a reçu des soutiens externes et, si c'est le cas, de tenir compte de leur influence sur l'accès au financement de groupe rebelle.

**2. Le coût d'opportunité.** Il s'appuie sur la prévision des revenus futurs par les individus. Je retiendrai les indicateurs suivants: le revenu moyen par habitant, le taux d'analphabétisme de la population masculine et le taux de croissance de l'économie.

**3. La capacité militaire du gouvernement.** L'estimation de la capacité militaire du gouvernement se fondera sur deux indicateurs: le couvert montagneux du territoire et la dispersion géographique de la population.

**4. L'historique conflictuel :** Le Liberia n'a pas connu de véritable guerre avant 1989. Donc, on ne peut estimer si le temps entre les conflits a pu exercer un effet apaisant ou exacerbant. Dans le cadre de cette variable, je tenterai donc de voir si la violence a souvent été utilisée comme moyen d'action politique dans l'histoire du Liberia et s'il faut considérer cela comme un élément supplémentaire d'opportunité pour le NPFL.

**5. La situation démographique.** L'incertitude de Collier et Hoeffler quant à l'appartenance de cette variable (modèle de griefs ou d'avidité ?) nécessite une certaine prudence quant à son utilisation. J'ai précisé au chapitre 2 que selon Derriennic (2001), certains régimes démographiques sont susceptibles de créer un contexte propice à la criminalité et à l'éruption de violence. Dans le cadre de mon analyse, une population élevée sera perçue comme une opportunité de mobilisation pour l'organisation rebelle, et donc un facteur de risque supplémentaire. J'analyserai donc la densité de la population, le taux de croissance de la population et la proportion masculine de la population au Liberia.

L'application de ces deux modèles d'analyse me permettra d'identifier le contexte dans lequel le NPFL a émergé (H1) ainsi que les éléments qui lui ont permis d'entreprendre et de poursuivre la lutte armée (H2). De cette façon, il sera plus facile d'évaluer laquelle des deux motivations contestataires (griefs ou avidité) s'est révélée la plus importante au cours du conflit.

## Chapitre 4 : Analyse de la guerre civile au Liberia

### 4.1 Historique du conflit (1989-1997)

La guerre civile au Liberia comporte plusieurs phases importantes. Le conflit a duré sept ans et on estime qu'il a causé près de 150 000 morts (sur une population totale de 2,8 millions d'habitants) en plus de provoquer le déplacement d'environ 1,9 million de personnes<sup>17</sup>. La guerre débuta en 1989 suite à l'offensive du NPFL dirigé par Charles Taylor. Le soir du 24 décembre, le groupe de Taylor traversa la frontière libérienne à partir de la Côte d'Ivoire et attaqua la ville de Butuo. Il est important de noter que le chef du groupe rebelle occupa le poste de directeur de l'Agence des services généraux du gouvernement de Samuel Doe entre 1980 et 1983. Toutefois, suite à des accusations de détournement de fonds portées contre lui, Taylor s'exila aux États-Unis, où il fut tout de même emprisonné par les autorités américaines. Il réussit cependant à s'échapper d'une maison de détention située à Boston en 1985. Il retourna ensuite en Afrique et s'installa en Sierra Leone afin de récolter des appuis nécessaires à la création du NPFL.

Les forces de Taylor sillonnèrent le pays et atteignirent la capitale Monrovia six mois après le début de leur offensive. L'objectif du NPFL était de mettre fin au règne de Samuel Doe qui fût à la tête d'un régime répressif et corrompu pendant plus de dix ans. Malgré le fait que la capacité militaire du NPFL s'avéra supérieure à celle de l'AFL (*Armed Forces of Liberia*, l'armée nationale), le groupe rebelle ne fut pas en mesure de prendre le contrôle de la capitale. En effet, au cours de la progression vers Monrovia, le NPFL se scinda en deux groupes. Suite à une dispute avec Taylor, Prince Johnson, un ancien membre de l'AFL et un officier au sein du NPFL, forma le INPFL (*Independant National Patriotic Front of Liberia*). Cette dissension fut coûteuse pour le NPFL puisque Johnson entraîna avec lui une grande partie des membres de l'unité des Forces spéciales qu'il dirigeait. Au cours de l'été 1990, les combats ravagèrent Monrovia et chacune des factions s'accapara une partie de la capitale. En août, l'arrivée des troupes de maintien de la paix de l'ECOMOG, un groupe de supervision mis sur pied par la *Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest* (CEDEAO), empêcha les rebelles de finaliser leur offensive. Préoccupés par les possibilités de déstabilisation régionale, les membres de la CEDEAO décidèrent d'intervenir dans la crise au

---

<sup>17</sup> Ces déplacés se divisent de la façon suivante : 800 000 réfugiés dans les pays avoisinants et 1,1 millions de personnes déplacés à l'interne. Voir Williams 2002.



Liberia. Cette intervention fut sévèrement critiquée par Taylor, qui y voyait la manifestation claire d'une ingérence nigériane dans les affaires du Liberia. En effet, le Nigeria forma l'essentiel des troupes de l'ECOMOG et l'amitié qu'entretenait le président nigérian, Ibrahim Babangida, et Samuel Doe fut souvent évoquée pour expliquer la position pro-gouvernementale du groupe de supervision.

La présence des troupes de l'ECOMOG n'empêcha toutefois pas la capture de Doe par le NPFL en septembre 1990. Le président fut longuement torturé par les hommes de Johnson avant d'être assassiné. Par ailleurs, après plusieurs semaines d'affrontements, les forces de l'ECOMOG réussirent à stabiliser la situation dans la capitale. L'établissement d'un cessez-le-feu fut officialisé à Bamako en novembre 1990 dans le cadre d'un Sommet extraordinaire des chefs d'États de la CEDEAO. Les accords de Bamako s'appuyèrent sur deux éléments principaux. Premièrement, les participants s'entendirent sur la reconstitution des troupes de l'ECOMOG, l'objectif étant de limiter la domination du Nigeria et de favoriser la participation des États francophones d'Afrique de l'Ouest, globalement plus sympathiques à la cause du NPFL. Deuxièmement, Taylor exigea la formation éventuelle d'un nouveau gouvernement intérimaire pour remplacer l'IGNU (*Interim Government of National Unity*), d'Amos Sawyer. Le gouvernement intérimaire avait été établi après l'assassinat du président Doe, mais puisque l'IGNU avait été formé à l'extérieur du Liberia, Taylor le considérait comme un gouvernement illégitime. Les dirigeants des différentes factions s'engagèrent également à résoudre la crise de façon pacifique et cela marqua le début de la période dite de « sans paix ni guerre » qui dura deux ans (Williams 2002, chapitre 4). Au cours de cette période, le NPFL exerça un contrôle effectif sur 90 % du territoire et Taylor fonda une administration parallèle, le NPRAG (*National Patriotic Reconstruction Assembly Government*). L'autorité du gouvernement intérimaire d'Amos Sawyer resta limitée à la capitale et demeura fortement dépendante de la protection de l'ECOMOG.

Le cessez-le-feu resta effectif jusqu'en mai 1992. A la fin du mois, six soldats de l'ECOMOG, tous Sénégalais, furent tués suite à un affrontement avec le NPFL. Après avoir pris connaissance de l'événement, les commandants de l'ECOMOG demandèrent la restitution des corps des soldats. Cette demande fut rejetée par Taylor au départ, mais il s'y plia par la suite, ce qui n'empêcha pas le Sénégal d'être profondément irrité par la situation. L'émergence de l'ULIMO (*United Liberation Movement for Democracy in Liberia*), une

nouvelle faction composée de réfugiés Krahn et Mandigo basés en Sierra Leone, contribua aussi à aviver les tensions. Les hostilités atteignirent un point culminant en août 1992 après que le secrétaire général de l'ULIMO annonça que son groupe avait réalisé des gains territoriaux importants dans l'ouest du pays suite à d'intenses combats contre le NPFL. En octobre, manifestement frustré par les pertes territoriales de son groupe, Taylor lança l'opération *Octopus* dans le but de prendre le contrôle de Monrovia. Suite à l'offensive des rebelles, l'ECOMOG organisa une attaque de grande envergure contre le NPFL, s'alliant ouvertement avec l'ULIMO et réarmant l'AFL. Cette période verra aussi la dissolution du INPFL de Prince Johnson qui, après avoir participé à l'opération *Octopus* aux côtés du NPFL, décida de déposer les armes et de se rendre à l'ECOMOG (Atkinson 1997, 4 ; Gershoni 1997; Outram 1997).

Les affrontements se poursuivirent pendant plusieurs mois. L'accord de Cotonou signé en juillet 1993 permit une brève accalmie. Un processus d'intégration des factions dans le gouvernement central y fut entamé grâce à la création d'un Conseil d'État. Les parties s'engagèrent à négocier l'établissement d'un nouveau gouvernement intérimaire destiné à remplacer les administrations concurrentes de Sawyer et de Taylor. Néanmoins, les négociations entre les factions reconnues par Cotonou s'embrouillèrent à cause de la complexification de la situation sur le terrain. Ainsi, en octobre 1993, le LPC (*Liberia Peace Council*) de Georges Boley, d'ethnie Krahn, s'ajouta à la longue liste des groupes combattants. Cela fut suivi de la scission de l'ULIMO en deux camps, l'ULIMO-K dirigé par Alhaji Kromah et composé majoritairement de Mandingo (le seul groupe ethnique de religion musulmane au Liberia) et l'ULIMO-J, dirigé par Roosevelt Johnson, un commandant militaire d'ethnie Krahn. La guerre se poursuivit de façon sporadique jusqu'en 1996. Les combats se concentrèrent dans les régions riches en diamants situées à l'ouest du pays, dans le sud-est où l'or et le bois sont présents en quantité importante ainsi qu'à Monrovia. Un autre accord de paix fut signé à Abuja en août 1996 suite à la visite, la première d'ailleurs, de Taylor au Nigeria. L'accord compléta la « factionnalisation » du LNTG (*Liberia National Transitional Government*) en attribuant des Ministères aux différents groupes armés impliqués dans la guerre civile. Or, le 6 avril 1996, Monrovia fut de nouveau attaqué par le NPFL et son nouvel allié, l'ULIMO-K. L'objectif « officiel » de l'opération était d'arrêter Roosevelt Johnson, le leader de l'ULIMO-J, qui avait été accusé de meurtre par certains membres du gouvernement intérimaire. En réalité, l'offensive exprima concrètement l'absence de collaboration entre les chefs de faction au sein du LNTG. Après plusieurs semaines d'affrontements et de pillages,

l'accord d'Abuja II fut conclu en août de la même année. Abuja II prévoyait le désarmement des sept factions impliquées dans la guerre civile et la tenue d'une élection. Le scrutin eut lieu en août 1997 et Charles Taylor l'emporta facilement avec 75,33% des votes enregistrés (Williams 2002, 30).

#### 4.2 *Les motivations contestataires du NPFL*

##### 4.2.1 *Les griefs*

En tant qu'organisation politique, le NPFL a construit un discours de revendications afin de légitimer sa lutte contre le régime de Samuel Doe. Charles Taylor déclara à plusieurs reprises que son groupe était en croisade contre la dictature et la corruption. Son message de «démocratisation» était non seulement destiné au Liberia, mais à l'ensemble des États d'Afrique de l'Ouest (Gershoni 1997, 61). Dans cette section, je présente les principaux griefs sur lesquels pouvaient s'appuyer le discours et l'action du NPFL. Cette analyse s'effectue selon le modèle proposé au chapitre 3, fondé sur l'approche de Collier et Hoeffler. L'objectif est de voir si *la nature et l'intensité des griefs politiques, économiques et sociaux présents au Liberia en 1989 constituaient un contexte propice à l'émergence d'un mouvement de rébellion* (H1).

Avant le début de la guerre civile en décembre 1989, l'échec du processus de développement économique et social au Liberia est retentissant. La dépendance du pays envers les exportations de ressources naturelles se manifeste dès les premières années d'existence de la République (fondée en 1847). En 1926, la compagnie américaine Firestone s'engagea à éponger la dette du Liberia en échange de droits d'exploitation sur le caoutchouc. Ensuite, le pouvoir politique «au Liberia a organisé, sur une base concessionnaire, une économie de rente (i.e. une économie s'appuyant sur les bénéfices financiers issus de l'exploitation des ressources naturelles) qui jusqu'en 1980, a bénéficié aux descendants des esclaves américains fondateurs du pays » (De Montclos 1996, 271). Dans les années 1950, la croissance économique enregistrée par le pays se basa exclusivement sur cette économie de rente. Le coup d'État de Samuel Doe, le premier autochtone ayant « accédé » au poste de président, en 1980, entraîna un changement au niveau de l'identité des bénéficiaires, mais la structure productive du pays resta sensiblement la même. Le manque de diversification de l'activité économique au Liberia s'avéra fort problématique. En effet, les effets négatifs de la

dépendance envers les ressources naturelles sont multiples, notamment au niveau de la performance économique du pays et de l'efficacité gouvernementale<sup>18</sup>. Considérant cela, il n'est pas étonnant que le bilan économique du régime Doe soit si décevant. Les exemples énumérés ci-dessous illustrent bien cet échec :

1. Entre 1980 et 1990, le Liberia connut un taux de croissance négatif de -7%, alors que les pays d'Afrique sub-saharienne enregistrèrent une croissance moyenne de 2,5 % entre 1975 et 1989 (World Bank 2000). Des recherches ont déjà démontré que plus le taux de croissance était faible, plus les risques de changements politiques inconstitutionnels étaient élevés (Alesina et al. 1996). Dans le cas libérien, il n'est pas question de croissance faible, mais bien de croissance négative. Dans ces circonstances, l'avènement d'un changement politique inconstitutionnel était fort probable.
2. Sur les 130 pays recensés par le *Rapport sur le Développement Humain* du Programme des Nations Unies pour le Développement de 1990, le Liberia occupait la 26e place avec un indice de développement humain (IDH) de 0,333. Le Niger occupait la 1ère place avec l'indice le plus faible, soit 0,116. L'IDH est un indice composite établi par le regroupement des indicateurs suivants : le PIB par habitant, le taux d'alphabétisation et l'espérance de vie. Ces indicateurs permettent d'avoir un aperçu rapide du développement économique et social d'un pays. La faible valeur de l'indice libérien signifie qu'en 1990, la population du pays était pauvre, mal éduquée et en mauvaise santé.
3. Entre 1980 et 1990, le taux moyen de participation de la population active était de 39,3%. Cela signifie que plus de 60 % des gens qui pouvaient et voulaient travailler n'étaient pas en mesure de le faire à cause du manque d'opportunité économique (African Development Bank Group 2003).

L'incompétence du gouvernement de Doe dans le domaine économique se manifeste également dans ses tentatives de relance des activités sectorielles. La production de café et de cacao stagna au cours des années 1980. L'industrie sucrière disparut en 1981, après six ans d'existence. La production d'or passa de 1134 kg en 1988 à 700 kg en 1989 alors que la production de fer s'effondra entre 1982 à 1989, passant de 10 millions à 2 millions de tonnes par année. L'exploitation du pétrole ne produisit aucun résultat tangible, même si des concessions furent accordées à des compagnies pétrolières canadiennes et américaines. Outre

---

<sup>18</sup> Ces effets ont été exposés à la page 12- 13 du chapitre 2.

la situation catastrophique au niveau de l'appareil productif, le gouvernement Doe fut acculé à une quasi-faillite financière, résultat d'une dette de 3 milliards de dollars contractée auprès des institutions financières internationales et des banques privées.

Les éléments mentionnés précédemment indiquent clairement que les politiques de développement et de diversification économique mises en œuvre par le gouvernement de Doe ont échoué. A la fin des années 1980, le Liberia est un véritable échec économique. Certes, les problèmes économiques du pays s'inscrivent dans un contexte économique international défavorable, caractérisé par une détérioration des termes de l'échange pour les pays exportateurs de matières premières. Par contre, une grande partie de la population considère qu'au-delà de ce contexte, la corruption et le népotisme du régime Doe est à la source de ses difficultés. (Williams 2002, 22-24)

Au cours des années 1980, bien avant l'offensive du NPFL sur Monrovia, les manifestations de violence politique sont nombreuses au Liberia: «les émeutes du riz en 1979, le coup d'État militaire en 1980, l'invasion infructueuse des exilés sous le commandement de Thomas Quiwonkpa en 1985 » (Dunn 1998, 91). Ces manifestations de violence s'inscrivent dans un contexte de répression et d'exclusion politique, deuxième et troisième facteur de griefs selon le modèle proposé au chapitre 3. La banque de données Polity IV permet de saisir l'ampleur de ce phénomène (Marshall et Jagger 2002).

*Tableau 1.1 Droits politiques et libertés démocratiques au Liberia, 1847-1989*

Date	POLITY	DEMOC	AUTO	XRREG	XRCOMP	XCONST	PARCOM
1847	4	7	3	3	3	7	2
1884	-3	2	5	2	1	5	2
1890	-4	1	5	2	1	4	2
1909	-6	0	6	2	1	3	2
1980	-7	0	7	1	0	1	1
1984	-6	0	6	1	0	1	2
1986	-6	0	6	2	0	1	2
1990	-77	-77	-77	-77	-77	-77	-77

POLITY : Index composite (-10 fortement autocratique; 10 fortement démocratique)

DEMOC : Institutionnalisation de la démocratie

AUTO : Institutionnalisation de l'autocratie

XRREG : Régulation du recrutement du chef d'État

XRCOMP : Ouverture du processus de recrutement du chef d'État

XCONST : Contrainte sur le pouvoir de décision de l'exécutif

PARCOM : Compétitivité de la participation politique

La valeur des variables (à part POLITY) s'inscrit sur une échelle de 0 à 10. Le chiffre -77 est utilisé pour exprimer l'effondrement de l'autorité politique centrale, notamment lors des épisodes de guerres civiles. Que ce soit au niveau de l'institutionnalisation de la démocratie ou de l'autocratie, du recrutement du chef d'État, de la contrainte sur le pouvoir décisionnel de l'exécutif ou de la participation politique, le tableau 1.1 exprime clairement la nature autocratique du pouvoir politique au Liberia. Cela s'applique au régime de Samuel Doe, mais également à l'ensemble des régimes ayant gouverné le pays. Par ailleurs, comme la gouvernance de Samuel Doe nous intéresse plus particulièrement, je présente un bref survol de la situation politique au pays au cours de sa présence à l'*Executive Mansion*<sup>19</sup>.

En 1980, lors de la prise du pouvoir par les militaires, la loi martiale fut proclamée. Par la suite, la junte gouverna par décrets. Le président interdit l'organisation d'activités politiques et limita grandement la liberté d'expression. En proie à une paranoïa certaine, Doe organisa, entre 1980 et 1985, une véritable purge à l'égard des membres de son gouvernement, le PRC (*People's Redemption Council*). Ainsi, il élimina plusieurs de ses camarades ayant participé au coup d'État. L'interdiction d'activisme et d'engagement politique fut levée en 1983, mais Doe réinstaura la domination d'un parti unique au Liberia. D'ailleurs, avant la tenue des élections de 1985, la Commission électorale accepta la création de six partis politiques, rejetant ainsi la demande de reconnaissance officielle de plusieurs autres formations. Sur ces six formations, quatre seulement furent autorisées à participer aux élections. La Commission bannit deux partis importants, le Parti du Peuple Libérien (LPP) et le Parti du Peuple Uni (UPP), sous prétexte qu'ils véhiculaient une idéologie étrangère (le socialisme) au Liberia (Dunn 1998, Liebenow 1988). Le résultat des élections de 1985 fut vivement contesté, tant au niveau national qu'international. Le gouvernement américain sanctionna Doe pour les irrégularités commises lors des élections. L'aide américaine fut réduite à 10 millions de dollars par an après 1986, alors que le pays avait reçu près d'un demi milliard de dollars entre 1980 et 1985 (De Monclos 1996). Au niveau interne, un groupe d'exilés dirigé par Thomas Quiwonkpa tenta un coup d'État contre le gouvernement nouvellement élu en 1985, mais sans succès. Suite à cela, une vague de répression massive fut entreprise contre les opposants politiques et les libériens d'origine Gio (dont faisait parti Quiwonkpa). Les partis d'opposition se regroupèrent ensuite et certains d'entre eux seront à l'origine de la rébellion du NPFL en 1989.

---

<sup>19</sup> L'*Executive Mansion* est l'équivalent de la Maison-Blanche au Liberia.

Ce bref aperçu des méthodes de gouvernance privilégiées par le régime Doe indique qu'avant le début de la guerre civile, la répression et l'exclusion imprégnaient fortement la vie politique du Liberia.

Les haines entre les groupes composant la société libérienne sont un autre indicateur de griefs à considérer dans l'analyse de la guerre civile. Or, il existe deux modes de construction identitaire au Liberia. Le premier mode oppose les descendants des esclaves américains aux populations autochtones. L'existence de cet antagonisme identitaire a fortement influencé l'accès à l'activité politique et économique du pays pour l'un de ces groupes. En effet, dès sa fondation, le Liberia connaît une forte dichotomie sociale, dichotomie qui oppose les esclaves affranchis et leurs descendants aux populations autochtones. En tant qu'héritier du républicanisme américain, les premiers s'attribuèrent une mission civilisatrice et christianisante auprès de la masse qui était, selon eux, encore à un stade primitif de développement (Dunn 1998). Ce sentiment de supériorité idéologique se combina à une domination réelle de la sphère politique et économique. Avant l'arrivée au pouvoir de Doe en 1980, la population autochtone était systématiquement exclue des postes politiques importants. D'ailleurs, aucun autochtone n'avait occupé le poste de président auparavant. Au niveau économique, «cette minorité privilégiée, 4% de la population, détenait 65% des richesses du pays et jouait le rôle d'une bourgeoisie compradore en exploitant le pays» (De Montclos 1996, 271). C'est pourquoi le coup d'État de Samuel Doe en avril 1980 a été accueilli favorablement par la société libérienne. Cela signifiait la fin du « colonialisme noir » et le début du règne de la majorité autochtone

Le deuxième mode de construction identitaire s'appuie sur la division ethnolinguistique du pays. La société autochtone libérienne comprend trois groupes linguistiques principaux : le groupe Mel, formé des tribus Gola and Kisi; le groupe Kwa, formé des tribus Bassa, Belle, Dei, Grebo, Krahn and Kru et le groupe Mende formé des tribus Bandi, Dahn, Kpelle, Loma, Mandingo, Mano and Mende Va (Dunn 1998, 92). La diversité ethnolinguistique présente au Liberia doit-elle être considérée comme une des causes de la guerre civile ? Le rôle de l'ethnicité dans la mobilisation des rebelles ou des forces régulières ne peut être négligé. Ce phénomène est en grande partie attribuable au mode d'exercice du pouvoir de Samuel Doe. En effet, la composition du gouvernement, des forces armées et de la police pendant le règne de Doe est révélatrice. Les forces de police et l'armée

étaient dominées par l'ethnie Krahn et l'allégeance de ce groupe ethnique au régime fut consolidée par l'octroi d'avantages au plan économique et éducationnel. Puis, suite à la tentative de coup d'État de Thomas Quiwonkpa (d'origine Gio) en 1985, l'identité ethnique deviendra de plus en plus conflictuelle. Les groupes Gio et Mano feront l'objet d'une animosité grandissante de la part des agents gouvernementaux. Les représentants de ces deux groupes seront exclus des forces armées et deviendront des cibles pour l'extorsion, le pillage et les agressions de toutes sortes (Ellis 1995; Outram 1997).

Malgré cette persécution, le programme du NPFL ne présente pas de revendications formellement ethniques. Certes, le discours de Taylor cibra les supporteurs du régime Doe, tout en promettant la libération de l'ensemble des Libériens. D'ailleurs, aucune des factions participant à la première guerre ne définira ouvertement son action sur des bases ethniques. Par contre, le comportement des combattants du NPFL témoigne d'un recours à l'ethnicité en tant que mode d'identification de l'ennemi. Les premières victimes du NPFL appartenaient à l'ethnie Krahn, puisque ce groupe était fortement associé au régime Doe. D'ailleurs, des tests linguistiques seront utilisés à maintes reprises afin d'identifier l'appartenance des prisonniers et le traitement qu'il leur sera réservé. Notons qu'avec le temps, le NPFL tuera des personnes ayant entretenu des liens (réels ou inventés) avec le gouvernement, et ce, qu'elle que soit leur affiliation ethnique.

Si la valeur ethnique de la première guerre demeure ambiguë, le déroulement de la guerre civile après 1992 illustre une véritable « factionnalisation » du conflit. Ainsi, sur le terrain, l'identification de l'ennemi ne se fera plus à l'aide d'exercices linguistiques, mais par la reconnaissance de sigles factionnels distinctifs. De plus, le jeu des alliances entre les factions démontre que l'ethnicité n'influença presque plus les décisions de collaboration. Par exemple, une partie des forces du NPFL (supposément anti-Krahn) rejeta le leadership de Taylor et forma le NPFL-CRC. Cette formation combattit au côté du LPC de l'AFL et de l'ULIMO-J, tous d'allégeance Krahn (Ellis 1995; Outram 1997, Reno 1995). Par conséquent, la guerre civile au Liberia doit être appréhendée comme un phénomène dynamique qui a connu des transformations identitaires importantes. Comme l'indique Outram,



la première guerre peut être décrite comme une guerre interethnique, résultant de l'effondrement d'un système politico-économique au sein duquel l'identité ethnique constitue un instrument déterminant dans l'exercice du pouvoir. Par contre, au cours des deuxième et troisième guerres, l'affiliation factionnelle, et non pas l'origine ethnique, devient le plus important facteur d'identité pour les combattants (Outram 1997, 7, traduction libre)<sup>20</sup>.

Les facteurs de griefs identifiés par le modèle élaboré au chapitre 3 sont tous présents au Liberia. Le pays connaît une situation économique particulièrement difficile, la répression et l'exclusion imprègnent la vie politique du pays et l'identité ethnique influence fortement l'accès à la vie politique et économique du pays. La guerre civile au Liberia s'est donc déclenchée dans un *contexte politique, économique et social favorable à l'émergence d'un mouvement de rébellion* (H1). Le tableau 1.1 offre une synthèse des facteurs de griefs identifiés. Considérant cela, il n'est pas étonnant que le discours et l'action politique de Taylor aient été accueillis favorablement dans certains milieux. Les rebelles du NPFL n'étaient pas des "rebels without a cause". Néanmoins, la transformation décrite par Outram (1997) laisse présager que la quête de justice ne constituait certainement pas la seule motivation des factions en général et du NPFL en particulier.

---

<sup>20</sup> Stephen Ellis (1996; 1999) partage l'avis d'Outram, tout en insistant sur le fait que l'affiliation factionnelle est, de toute façon, largement déterminée par l'identité ethnique.

Tableau 1.2 Liste des griefs présents au Liberia

Griefs	Manifestations
1. Situation économique et sociale	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) Taux de croissance négatif entre 1980 et 1990</li> <li>b) Indice de développement humain très faible</li> <li>c) Faible taux de participation de la population active</li> </ul>
2. Répression politique 3. Exclusion politique	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) Absence de droits politiques et de libertés démocratiques</li> <li>b) Élections frauduleuses de 1985.</li> <li>c) Répression des opposants politiques et des Mano et Gio suite à la tentative de coup d'État (1985).</li> </ul>
4. Haines ethniques	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) Accès à l'activité politique et économique réservé aux « américo-libériens » (avant 1980)</li> <li>b) Accès à l'activité politique et économique réservé aux Krahs (après 1980)</li> <li>c) Recours à l'ethnicité en tant que mode d'identification l'ennemi (1989-1997)</li> </ul>

#### 4.2.2 L'avidité

Dans cette section, j'analyse l'importance des variables retenues par le modèle d'opportunité élaboré au chapitre 3. Rappelons nous que ces variables sont l'accès au financement, le coût d'opportunité, l'équilibre des forces militaires, l'historique conflictuel et la situation démographique. L'objectif est d'évaluer si *la structure d'opportunité présente au Liberia en 1989 était favorable à l'émergence et à la consolidation d'un mouvement armé comme le NPFL (H2)*.

L'accès au financement représente un des éléments cruciaux de cette structure. Il est déterminé par les possibilités d'exploitation (pillage) des ressources naturelles, l'appui financier d'une diaspora et le support d'un gouvernement étranger hostile. Au Liberia, lors du

déclenchement du conflit en 1989, le ratio d'exportation de produits primaires par rapport au produit intérieur brut était égal à 0,393. Or, de toutes les guerres civiles qui se sont déroulées au cours des années 1990, seul le Congo et l'Angola disposaient d'un indice de dépendance (face à l'exportation de produits primaires) plus élevé<sup>21</sup>. Cela constituait une opportunité de financement unique pour les groupes rebelles. D'ailleurs, le pillage des ressources naturelles par les forces du NPFL est un fait désormais reconnu par tous. Dans son « Taylorland », Charles Taylor a réussi à mettre en place une structure économique parallèle: « toute l'habileté de Taylor a été de signer très rapidement des accords avec les multinationales, pas seulement pour leur imposer un racket de protection, mais aussi pour relancer l'appareil de production » (De Montclos 1996, 281). Ainsi, le NPFL a massivement soutenu son effort de guerre par l'extraction soutenue et rapide de caoutchouc, de diamants, d'or, de bois et de minerai de fer<sup>22</sup>. On estime entre autres que l'imposition d'une taxe de vente sur ces produits a permis au NPFL d'amasser près de 75 millions de dollars par année pendant la guerre civile (Atkinson 1997; Renner 2002; Ross 2003). Le contrôle du gouvernement sur le territoire étant limité à Monrovia et à ses alentours, il n'a pu bénéficier d'un tel accès aux ressources naturelles du pays.

L'appui accordé par Taylor aux rebelles du RUF (*Revolutionary United Front*) est directement responsable de l'éclatement de la guerre civile en Sierra Leone. Le chef du NPFL a soutenu les rebelles afin de se venger de la participation des forces armées sierras léonaises à l'intervention de l'ECOMOG au Liberia. Toutefois, ce soutien fut également motivé par le désir de profiter des richesses diamantifères de la Sierra Leone. Ainsi, alors que la capacité d'extraction annuelle de diamants au Liberia fluctue entre 100 000 et 150 000 carats, le *Diamond High Council* (HRD) a enregistré des importations de plus de 31 millions de carats en provenance du Liberia entre 1994 et 1998, pour une moyenne annuelle de plus de 6 millions de carats (Smillie, Gberie et Hazleton 2000, 4). Il est clair que le territoire libérien a servi de transit pour les diamants extraits en Sierra Leone par les rebelles du RUF. Par conséquent, le NPFL bénéficiait non seulement de l'exploitation des ressources naturelles du Liberia, mais également de celles de la Sierra Leone.

---

<sup>21</sup> Voir le tableau "Civil Wars in the 1990's" de l'annexe IV. Le tableau est issu de l'article de Michael Ross 2003, p.43.

<sup>22</sup> Voir le tableau "The War Economy in Liberia: A Political Analysis" de l'annexe V. Le tableau est issu de l'article de Philippa Atkinson 1997, p.8.

L'appui de la diaspora joua également un rôle dans le financement du conflit : «la communauté libérienne aux États-Unis, gonflée par l'arrivée des réfugiés de guerre et estimée entre 140 000 et 400 000 adultes, joue un rôle conséquent dans les mouvements de fonds en direction du Liberia» (De Montclos 1996, 276). Ces fonds assurèrent un revenu supplémentaire au NPFL, mais également au gouvernement de Monrovia. Les fonds transitèrent via les particuliers, les banques, les compagnies ou les Églises. A titre d'exemples, on peut citer les cas de la LBDI (*Liberian Bank for Development and Investment*) qui reçut 400 000 dollars américains lors de la reprise des combats en 1994 ou de la compagnie de courriers spécialisées *Transglobal* qui reversa près d'un million et demi de dollars au cours de la même période. Il est cependant difficile d'évaluer la valeur des sommes touchées par chaque partie puisque la grande majorité des mouvements de fonds ne transita pas par les réseaux bancaires légaux. Donc, à cause du manque d'information, il est difficile de savoir si l'appui de la diaspora avantagea concrètement l'une ou l'autre des parties. Par ailleurs, comme l'indiquent Collier et Hoeffler, l'existence d'une diaspora limite la dépréciation du capital de la rébellion à cause de son soutien moral et financier. Dans le cas du Liberia, on peut croire que l'appui de la diaspora exacerba les tensions entre les différentes parties.

Le dernier élément de financement à considérer est le soutien des gouvernements étrangers. Dans son entreprise guerrière, le NPFL bénéficia de l'appui du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire et de la Libye. Le président ivoirien Houphouët-Boigny percevait Doe comme un bandit et un criminel depuis que ce dernier avait fait exécuter son gendre, A.B. Tolbert, et le père de celui-ci, l'ancien président libérien William Tolbert. Quant au président burkinabé Blaise Compaoré, il soutenait Taylor car plusieurs soldats du NPFL, spécialement ceux ayant été formés en Libye, lui avaient permis de prendre le pouvoir par la force au Burkina Faso en 1987. Finalement, la Libye s'est souvent ingérée dans les affaires internes des États de la région et le soutien de Kadhafi à Taylor s'inscrit dans cet historique d'ingérence. Au cours des années 1980, la Libye entraîna les membres fondateurs du NPFL et leur accorda une aide militaire substantielle. Les dirigeants libyens profitèrent de la faiblesse du régime de Doe pour lui faire payer ses positions proaméricaines : fermeture de l'ambassade libyenne à Monrovia en 1981, ouverture d'un bureau régional de la CIA (*Central Intelligence Agency*) au Liberia, dénonciation constante des discours et actions de Kadhafi. Cette situation irrita grandement le chef d'État de la Libye. Kadhafi se montrait résolu à exporter ses positions révolutionnaires dans le monde et la présence de Doe au Liberia contrecarrait ses plans en Afrique de l'Ouest

(Williams 2002, 80-81). Notons que le support du NPFL par les pays francophones était contrebalancé par la position progouvernementale des pays anglophones de la région tels que le Ghana, la Guinée, la Gambie, le Nigeria et la Sierra Leone qui refusaient de voir s'étendre l'influence libyenne en Afrique de l'Ouest. Le support externe en faveur de Taylor se manifesta aussi avant le déclenchement de l'opération *Octopus*. Le NPFL reçut une grande quantité de M-16 et d'AK-47, vingt véhicules blindés, des pièces d'artillerie et de munitions et quelques missiles antiaériens. Le Burkina Faso envoya également une centaine de soldats issus d'une unité d'élite afin d'appuyer l'offensive des rebelles sur Monrovia (Gershoni 1997, 65-66).

Le pillage des ressources naturelles du Liberia et de la Sierra Leone ainsi que l'appui accordé par les gouvernements burkinabé, ivoiriens et libyens à Charles Taylor nous indiquent que le NPFL bénéficiait d'un accès privilégié aux sources de financement retenues dans le modèle d'opportunité.

La décision individuelle d'engagement dans la rébellion (et par extension la capacité de mobilisation des groupes) se réalise suite à un calcul de coûts et de bénéfices. On peut prévoir que si l'activité de rébellion représente l'option la plus avantageuse pour un individu, alors il s'engagera. Trois indicateurs ont été retenus pour calculer le coût d'opportunité : le taux de croissance de l'économie, le revenu moyen par habitant et le taux d'analphabétisme de la population masculine. Ces indicateurs influencent la perception des revenus futurs. Dans une situation où le taux de croissance de l'économie est faible, le revenu moyen par habitant est bas et le taux d'alphabétisation est faible, l'appartenance à un groupe rebelle offre des avantages économiques certains. Cela semble bien être le cas du Liberia. Nous avons vu précédemment que le produit intérieur brut (PIB) du pays a connu une croissance négative entre 1980. Quant aux revenus de la population, on note une décroissance du PNB par habitant entre 1980-1985. En dollar américain courant, l'indice passe de 530\$ en 1980 à 360\$ en 1985. Le seul indicateur d'opportunité qui semble défavoriser le NPFL se trouve au niveau de l'éducation. Le taux d'analphabétisme de la population masculine diminue entre 1980 et 1990 (de 58% à 45%). Par ailleurs, cela reste considérablement élevé, près d'un libérien (âgé de 15 ans et plus) sur deux n'étant pas capable de lire ou d'écrire (Development Data 2003). Considérant ces statistiques, il n'est pas étonnant que l'appartenance au NPFL (ou à un autre groupe) constituait une option attirante pour plusieurs individus. Il faut cependant souligner que les membres du NPFL ne sont généralement pas rémunérés par leurs dirigeants. Donc,

l'absence de rémunération devrait influencer le calcul du coût d'opportunité. Pour certains, ce phénomène explique l'indiscipline qu'on retrouve dans les factions armées au Liberia :

l'absence de chaîne de commandements et de hiérarchie militaire des forces rebelles, conjuguée au non-respect des biens et des personnes, met en évidence le caractère hors-la-loi des bandes armées qui, du côté du NPFL, ont pu prendre le nom de gangs, comme les Cobra, les Marines ou les Jungle Fire » (De Montclos 1996, 279, traduction libre).

Dans cette optique, l'engagement ne devient donc rentable qu'en ayant recours au pillage et au vol.

L'équilibre des forces militaires représente un autre élément d'opportunité fondamental. Deux indicateurs ont été retenus dans le modèle : le couvert montagneux du pays et la dispersion géographique de la population. Ces indicateurs influencent l'équilibre des forces militaires puisque selon leur configuration, ils sont susceptibles d'avantager l'organisation rebelle. Dans le cas d'un territoire très montagneux, le contrôle du gouvernement central sur le territoire est plus difficile à établir. Ainsi, les rebelles peuvent utiliser les montagnes à titre de sanctuaire. Une population géographiquement dispersée peut également limiter le contrôle gouvernemental sur le territoire. Par exemple, Herbst (2000) suggère que la République démocratique du Congo est un territoire favorable à la rébellion puisque la majeure partie de sa population est située autour de ses frontières. Dans le cas du Liberia, le pays ne dispose d'un couvert montagneux très important. Comme le montre la carte de l'annexe VI, le territoire est relativement plat, sauf dans les régions administratives du nord-ouest et du sud-ouest. En ce qui concerne la dispersion de la population, la carte de l'annexe VII illustre une concentration importante de population dans les régions administratives qui ceinturent Monrovia. Toutefois, un important foyer de population se trouve dans une des régions administratives du sud-ouest. Sur un plan strictement géographique, le Liberia ne semblait pas présenter de caractéristiques favorables pour une organisation rebelle. Par ailleurs, le conflit s'est rapidement retrouvé dans une impasse stratégique. Trois phénomènes principaux justifient cette impasse : l'approvisionnement constant et relativement facile en armes, la faiblesse de la stratégie et des capacités militaires des parties impliquées ainsi que les techniques de guérilla employées par le NPFL. Keen évoque même l'existence d'un « conflit coopératif », dans le sens où les forces de l'AFL et du NPFL ont évité de s'affronter à plusieurs reprises (Keen 1998). D'une part, cela indique qu'au

cours de certaines périodes, les belligérants étaient conscients du fait qu'ils ne disposaient pas d'un avantage militaire suffisant leur permettant de remporter une victoire décisive. D'autre part, les pratiques du « conflit coopératif » illustrent le fait que les dirigeants du NPFL ont toléré une victoire militaire limitée puisque cela ne menaçait pas les possibilités d'exploitation des territoires qu'ils contrôlaient. Donc, le NPFL pouvait envisager un succès militaire relatif au début du conflit et cela constituait un incitatif supplémentaire pour déclencher les hostilités.

L'historique conflictuel est également identifié comme un élément d'opportunité important. Ainsi, une société qui dispose d'un passé politique violent est plus susceptible d'avoir de nouveau recours à la violence dans le futur. Dans *Why Men Rebel* (1970), Gurr indique que « plus l'ampleur historique des luttes politiques est grande dans une communauté, plus grande est la justification normative pour le recours à la violence politique » (Gurr 1970, 231). Il s'avère incidemment plus facile de mobiliser des membres et de les orienter vers une action politique violente s'il existe un « capital de haine ». Au Liberia, les présidents successifs se sont tous fortement appuyés sur l'armée pour se maintenir au pouvoir. D'ailleurs, au cours de la guerre froide, le pays a été l'un des plus importants récipiendaires de l'aide militaire américaine en Afrique. Le mode de transfert du pouvoir constitue un autre exemple de la militarisation de la sphère politique au Liberia. Ainsi, avant 1997, le transfert du pouvoir politique ne s'y était jamais réalisé de façon démocratique. William Tolbert, après avoir servi comme vice-président pendant près de vingt ans, succéda au président Tubman suite à la mort de ce dernier en juillet 1971. En 1980, Doe se hissa au poste suprême de la République en organisant un coup d'État violent contre Tolbert. Par la suite, il fit exécuter l'ancien président ainsi que son fils. Finalement, Samuel Doe fut torturé et assassiné par les forces du INPFL dirigé par Prince Johnson en septembre 1990. Charles Taylor accéda au pouvoir suite à une victoire électorale, mais il réalisa son ascension grâce au recours à la lutte armée. Donc, la violence a souvent été utilisée comme moyen d'action politique. Puis, l'incapacité ou le manque de volonté des acteurs à trouver une solution politique au conflit a aggravé l'historique de violence au Liberia. La violation répétée des accords de paix par le NPFL, lors de l'opération *Octopus* ou de l'attaque du 6 avril 1996 par exemple, a illustré son refus de respecter ses engagements lorsque la situation sur le terrain lui était favorable. Selon Collier et Hoeffler (2002), le temps atténue la haine et affaiblit le capital politique des organisations rebelles. Par ailleurs, à cause de sa nature et de son déroulement, la guerre civile au Liberia n'a pu bénéficier de l'effet apaisant du facteur temps.

La littérature traitant de la guerre civile au Liberia ne souligne pas l'existence d'une influence démographique négative. En fait, il n'y a que Kaplan (1997) qui défend la thèse d'une pression démographique « malthusienne » pour expliquer les conflits au Liberia et en Sierra Leone. Malgré tout, il m'apparaît intéressant d'étudier la situation démographique du Liberia afin de voir si elle a exercé une influence sur la structure d'opportunité du NPFL. Or, le Liberia n'est pas un pays très peuplé. En 1989, on y comptait 2,39 millions d'habitants. En termes de densité de population, les données du tableau de l'annexe VIII indiquent qu'au cours des années 1980, le Liberia ne présentait pas une grande densité de population comparativement à d'autres pays d'Afrique. Pour les années 1980, 1985 et 1990, la densité de population du Liberia (19, 23 et 25 habitants par km carré respectivement) était inférieure à la moyenne continentale (35,9 en 1980, 41,1 en 1985 et 47,2 en 1990). De plus, le taux de croissance annuelle (entre 2 et 3%) de la population et le pourcentage d'hommes dans la population (50%) ne se démarquait pas des moyennes prévalant sur le reste du continent africain (annexe IX et X). Ainsi, il ne semble pas que la structure démographique du Liberia ait favorisé le NPFL.

Considérant l'accès privilégié aux sources de financement, le faible coût d'opportunité lié à l'engagement dans la rébellion, l'équilibre des forces militaires et le passé politique relativement violent du Liberia, je crois *que la structure d'opportunité présente au Liberia en 1989 était particulièrement favorable à l'émergence et à la consolidation d'un mouvement armé comme le NPFL* (H2). Le tableau 1.2 présente les principales composantes de la structure d'opportunité du groupe rebelle.



Tableau 1.3 Structure d'opportunité présente au Liberia

Structure d'opportunité	Manifestations
1. Accès au financement	a) Exploitation et pillage des ressources naturelles (bois, caoutchouc, diamants, fer, or) b) Support de la diaspora libérienne (effet incertain) c) Support de gouvernements étrangers (Libye, Côte-d'Ivoire, Burkina Faso)
2. Coût d'opportunité	a) Taux de croissance négatif entre 1980 et 1990. b) Décroissance du PNB par habitant entre 1980-1985 c) Taux d'analphabétisme élevé de la population masculine âgée de plus de 15 ans
3. Équilibre des forces militaires	Succès militaire envisageable pour le NPFL (approvisionnement constant et relativement facile en armes, faiblesse de la stratégie et des capacités militaires des parties impliquées, techniques de guérilla employées par les rebelles)
4. Historique conflictuel	a) Militarisation du pouvoir présidentiel b) Utilisation répétée de la violence en tant que mode d'action politique
5. Situation démographique	Non applicable

Par ailleurs, le fait que la structure d'opportunité confirmait la faisabilité de la rébellion ne signifie pas que les motivations contestataires du NPFL étaient fondamentalement basées sur l'avidité et la prédation. D'une part, les griefs identifiés dans la section précédente indiquent que NPFL pouvait aisément justifier son discours de revendications. De plus, les indicateurs retenus pour exprimer le coût d'opportunité et la notion d'historique conflictuel pourraient tout aussi bien être présentés comme des éléments de griefs plutôt que des éléments d'avidité. D'autre part, et cela est reconnu par Collier et

Hoeffler (2002), il est possible que la structure d'opportunité soit exploitée au service d'une cause juste. En 1989, dans un contexte de défaillance des structures étatiques et d'échec des politiques de développement économique, la formation du NPFL et son offensive sur Monrovia répondaient à des revendications « objectivement » légitimes. D'ailleurs, le mouvement de Taylor bénéficiait d'un appui populaire considérable au départ (Williams 2003, 45-46). La première guerre (1989-1990) peut donc être décrite comme le résultat de l'échec final d'un système politico-économique au sein duquel l'identité ethnique déterminait l'exercice du pouvoir (Outram 1997). Michael Ross propose une analyse compatible avec ce constat dans un article qui explore les différentes influences des ressources naturelles sur les guerres civiles (2003). Concernant le Liberia, il indique que l'éclatement du conflit n'est pas issu des pratiques de pillage des ressources naturelles par le NPFL, puisque le groupe n'avait tout simplement pas accès à ces ressources au début de la guerre civile. Il n'était donc pas question d'institutionnaliser un système d'exploitation déjà mis en place. Ross précise cependant que le pillage des ressources s'est enclenché rapidement après le début de l'offensive du 24 décembre. Par conséquent,

la guerre a donné du pouvoir une idée très matérialiste (...)  
L'absence d'idéologie ne signifie pas que les motivations économiques aient été les seuls déterminants des luttes politiques. Si le pouvoir a été crûment ramené à une dimension criminelle et prédatrice, c'est plutôt qu'il y avait loin des intentions aux pratiques (De Montclos 1996, 297)

Comme dans le cas des guerres civiles en Afghanistan (1992-2001), en Angola (1975-2002), en Colombie (1984- ), en République Démocratique du Congo (1997-), au Pérou (1982-1996), en Sierra Leone (1991-2000) et au Soudan (1983-), cette pratique a exercé une influence déterminante sur le déroulement et la durée du conflit.

#### 4.2.3 *La fin justifie les moyens...*

L'évaluation des griefs et de la structure d'opportunité montre que la thèse des griefs et la thèse de l'avidité peuvent s'appliquer au conflit libérien. Par ailleurs, afin de mieux saisir les motivations du NPFL, il s'avère nécessaire d'évaluer le comportement de son chef et de ses combattants pendant le déroulement de la guerre civile. Dans le cadre de cet exercice, on ne peut passer outre la notion de seigneurs de guerre ("warlordism"). Le seigneur de guerre exerce un contrôle gouvernemental effectif sur un territoire bien défini au moyen d'une

organisation militaire qui ne reconnaît que son autorité (Sheridan 1966, 1). Quatre éléments caractérisent concrètement le phénomène de “warlordism” : la possession d’une force militaire autonome, le contrôle effectif d’un territoire, un recours fréquent à la force, la personnalisation de l’exercice de l’autorité et une attitude « extractive » envers la société et l’économie (Larry 1980, 441). Toutes ces composantes s’appliquent au chef du NPFL. L’accès de Taylor au statut (et aux pratiques qui lui sont reliées) de seigneur de guerre a fortement influencé le déroulement du conflit. En effet, la guerre civile au Liberia se caractérise par deux phénomènes principaux : la violation des droits humains par les combattants et la mise en place d’un système de prédation économique, particulièrement dans le « Taylorland ». La violation des droits humains a été massive au cours de la guerre civile. Le harcèlement, le pillage, les arrestations et détentions arbitraires, l’enrôlement forcé de milliers de jeunes enfants, la torture, les viols, les meurtres et les massacres ont été perpétrés de façon systématique (Ellis 1995; Fleischman 1994; Outram 1997). Quant au système de prédation, il démontre que l’accumulation des ressources est devenue, pour les combattants, un objectif aussi important que la satisfaction des revendications politiques.

Il est difficile de prouver que cela exprime une transformation des motivations contestataires de l’organisation rebelle. Démontrer que Taylor croyait réellement à son statut de libérateur relève plus de la psychologie que de la science politique ou de la science économique. Par contre, son comportement, celui de ses troupes et, par la suite, de son gouvernement indiquent que, dans la réalité, le NPFL a plutôt exercé un effet destructeur sur le Liberia et les autres pays de l’Afrique de l’Ouest. En 1989, après le début de l’offensive du NPFL, Taylor avait indiqué qu’il n’était pas intéressé par la succession de Doe et qu’il laisserait le peuple libérien choisir leur nouveau Président (William 2002, 42). Or, on peut se questionner sur les intentions réelles d’un chef qui a violé à de nombreuses reprises ses engagements en matière de cessez-le-feu et d’accords de paix<sup>23</sup>. Le comportement de Charles Taylor au cours du conflit exprime son objectif ultime : la conquête du pouvoir et ce, à n’importe quel prix. Ainsi, si son véritable motif était de mettre fin au règne de Doe, il aurait fait preuve de plus d’ouverture face au gouvernement intérimaire d’Amos Sawyer. En réalité, « décidés à devenir le chef de leur État respectif, Charles Taylor (...) ne disposaient d’aucun incitatif moral ou idéologique les amenant vers la recherche d’une solution qui leur offrirait

---

<sup>23</sup> Au cours de la guerre civile, treize accords de paix ont été violés par les belligérants. Voir Abebajo 2002, chapitre 3.

moins que cela » (Gershoni 1997, 60, traduction libre). Cette fin illustre les motivations réelles du NPFL en général et de son chef en particulier et elle justifie les pratiques que nous avons mentionnées plus tôt. Les membres du NPFL avaient beau se présenter comme des justiciers, le non respect des accords de paix, la violation systématique des droits de l'homme et la mise en place d'un système de pillage sont injustifiables, surtout en considérant le fait que ces actions étaient entreprises afin de servir les aspirations d'un seigneur de guerre.

## Chapitre 5 : Conclusion

### 5.1 De réels griefs, mais une avidité certaine

La question de recherche posée au départ cherchait à déterminer si *les motivations du NPFL étaient essentiellement fondées sur l'assouvissement de l'avidité de son chef et de ses membres (greed) ou sur le désir de répondre aux griefs qu'entretenait la population envers le gouvernement de Samuel Doe (grievance)*. L'étude de la guerre civile au Liberia nous permet de revenir sur les deux hypothèses de départ. :

H1 : *La nature et l'intensité des griefs politiques, économiques et sociaux présents au Liberia en 1989 constituait un contexte propice à l'émergence d'un mouvement de rébellion* (ce qui est conforme à la thèse des griefs). En effet, j'ai démontré que les facteurs de griefs retenus par le modèle fondé sur l'approche de Collier et Hoeffler (2002) étaient tous présents au Liberia lors du déclenchement de la guerre civile. A l'époque, le pays connaît une situation économique particulièrement difficile, l'opposition politique est durement réprimée et les ressentiments inter ethniques y sont fort accentués. Donc, le mouvement de Taylor s'est appuyé sur des griefs et des revendications réels.

H2 : *La structure d'opportunité présente au Liberia en 1989 était particulièrement favorable à l'émergence et à la consolidation d'un mouvement armé comme le NPFL* (ce qui est conforme à la thèse de l'avidité). Considérant l'accès privilégié aux sources de financement, le faible coût d'opportunité lié à l'engagement dans la rébellion, le succès militaire envisageable et le passé politique relativement violent du Liberia, la faisabilité de la rébellion y était, selon le modèle d'opportunité fondé sur l'approche de Collier et Hoeffler (2002), indiscutable. J'ai cependant précisé que cela ne confirmait pas que les motivations contestataires du NPFL étaient fondamentalement basées sur l'avidité et les possibilités de prédation économique.

La présence d'une structure d'opportunité favorable à une rébellion ne signifie pas nécessairement que sa motivation principale est l'avidité, de même que l'existence de griefs ne signifie pas que les rebelles sont des justiciers. Les rébellions représentent des mouvements sociaux complexes auxquels on ne peut attribuer une motivation unique avant d'avoir étudié en profondeur le déroulement du conflit dans lequel elles sont impliquées. Dans le cas de la

guerre civile au Liberia, le non respect des accords de paix, la violation des droits humains par les combattants et la mise en place d'un système de prédation économique témoignent du désir aveugle de Taylor d'atteindre, et ce par tous les moyens, le poste de Président de la République du Liberia. Conséquemment, ma réponse à la question de recherche énoncée au départ va comme suit: le NPFL s'est construit dans un contexte favorable à l'émergence d'une rébellion; le groupe a orienté ses actions afin d'atteindre l'objectif ultime de son chef et il a financé son effort de guerre grâce à l'exploitation de la structure d'opportunité présente au Liberia. Bref, cela octroie une valeur supérieure à la thèse de l'avidité. Néanmoins, elle ne prend pas la forme que suppose le modèle de Collier et Hoeffler.

### 5.2 Retour sur Collier et Hoeffler

L'analyse de Collier et Hoeffler (2002), effectuée à partir d'une base de données couvrant les guerres civiles entre 1960 et 1999, a attribué une plus grande valeur explicative au modèle d'avidité (basé sur l'opportunité) qu'au modèle de griefs (Collier et Hoeffler 2002, 16). Les auteurs ne perçoivent pas nécessairement les organisations rebelles comme des organisations criminelles, mais ils indiquent que leurs revendications peuvent être largement déconnectées des préoccupations réelles de la population. Cela n'a pas été le cas au Liberia. Les griefs entretenus par la population envers le régime de Doe étaient réels, nombreux et intenses, ce qui ne limite en rien l'avidité du mouvement de Charles Taylor. Par ailleurs, cette avidité n'est pas de nature strictement économique comme le laisse présager la formule *greed vs grievance*. Ainsi, «dans les sociétés néopatrimoniales (comme le Liberia), même si l'État est une façade si on le compare avec ce qu'il prétend être, il est tout de même en mesure d'extraire et de distribuer des ressources, mais l'extraction et la distribution sont privatisées» (Boas 2001, 697, traduction libre). Cette privatisation implique deux conséquences. Premièrement, le pouvoir politique est hautement personnalisé, ce qui renforce l'attrait symbolique des postes importants. Deuxièmement, le contrôle de ressources politiques donne accès aux ressources économiques. Ce serait donc une erreur de sous-estimer la valeur qu'accordent les groupes rebelles en général et le NPFL en particulier à la conquête des institutions associées au pouvoir politique. D'ailleurs, «aucun des belligérants n'a idéalisé son combat en termes de sécession et tous revendiquent de gouverner le pays tout entier» (De Montclos 1996, 297). Le comportement du RUF (Revolutionary United Front) au cours de la guerre civile en Sierra Leone est également révélateur :

Le RUF est souvent cité comme un exemple typique d'un mouvement rebelle à vocation politique qui, devant l'opportunité d'exploitation des richesses diamantifères de la Sierra Leone, s'est plutôt transformé en un groupe criminel brutal et bien armé (...) Par contre, la violation de l'accord de paix de Lomé par Foday Sankoh et, par extension, l'abandon des lucratifs bénéfiques économiques lui étant reliés, ainsi que sa tentative de saisir le pouvoir politique en 2000 suggèrent une réalité plus complexe dans laquelle les priorités du RUF sont passées du politique à l'économique, puis à nouveau au politique (Ballentine 2003, 272, traduction libre)

Le modèle de Collier et Hoeffler offre une grille d'analyse utile à l'identification des principales composantes de l'économie politique des guerres civiles. Toutefois, il accorde selon moi une trop grande importance aux facteurs économiques. Ce « matérialisme conflictuel » s'exprime aussi dans l'identification de la cause fondamentale des guerres civiles. En effet, l'échec du développement économique est présenté comme la cause fondamentale des guerres civiles (*root cause*), mais il n'y a pas de référence à la relation entre cet échec et le phénomène des États défailants. Or, la faiblesse des structures étatiques dans les pays en voie de développement est en grande partie responsable de l'échec du développement et du désordre social. Au Liberia, le processus d'affaiblissement des structures étatiques a d'ailleurs débuté bien avant 1989 et il est à la source de la guerre civile (Boas 2000; Gros 1996).

Outre cette critique face à la prépondérance économique, je dois insister sur le caractère incomplet d'une des composantes de la structure d'opportunité, soit l'équilibre des forces militaires. Ainsi, il est très difficile d'évaluer l'influence de l'intervention des tierces parties sur le déclenchement, la durée ou l'intensité des guerres civiles. Certes, Collier et Hoeffler incluent des facteurs externes comme le soutien d'une diaspora ou d'un gouvernement étranger hostile afin d'évaluer l'accès au financement d'une organisation rebelle. Par contre, le facteur « équilibre des forces militaires » tel qu'opérationnalisé par Collier et Hoeffler est trop statique, puisqu'il s'appuie sur des notions essentiellement géographiques. Il est donc possible d'analyser la guerre civile au Liberia à l'aide du modèle de Collier et d'Hoeffler sans faire explicitement référence au désengagement américain et onusien, ni à l'intervention de l'ECOMOG. Evidemment, la qualité de l'analyse s'en ressent. Je crois qu'il faudrait inclure la notion d'intervention des tierces parties (ou de possibilités d'intervention) dans l'élément « équilibre des forces militaires ». Cette insertion nous

confronte néanmoins à la question suivante : à quelle enseigne, avidité ou grief, doit-on loger la notion d'intervention étrangère ? Pour Collier et Hoeffler, l'appui d'un gouvernement étranger constitue une opportunité supplémentaire pour la rébellion. Ce constat n'est pas faux, mais il écarte la possibilité que cet appui devienne source de griefs. Par exemple, la présence de troupes étrangères sur le territoire d'un pays souverain est souvent contestée. D'ailleurs, la participation de certains soldats de l'ECOMOG à des activités illicites (trafic d'armes, pillage) a créé un sentiment de frustration au sein de la population libérienne, ce qui explique qu'on ait attribué la signification suivante à l'acronyme du groupe d'observation (ECOMOG), *Every Car or Moveable Object Gone*. Le quolibet *Imported Government of No Use* (IGNU) témoigne aussi du mécontentement populaire face au caractère externe du gouvernement intérimaire (la formation du gouvernement intérimaire d'Amos Sawyer a été réalisée à l'extérieur du pays lors des négociations de paix) (Williams 2002). Bref, la désignation de l'appui étranger en tant qu'élément strict d'opportunité doit être nuancée.

Malgré ces critiques, il faut reconnaître la contribution de Collier et Hoeffler en ce qui à trait aux méthodes d'analyse des guerres civiles. Leur principal apport est d'avoir réussi à distinguer la cause fondamentale des guerres civiles (l'échec des politiques de développement), les motivations des groupes rebelles (greed and grievance) et la structure d'opportunité permettant à ces groupes de survivre. Leur principale faute est d'avoir négligé le fait que la guerre demeure, encore aujourd'hui, la continuation de la politique par d'autres moyens.



## Bibliographie

Adebajo, Adekeye. 2002. *Liberia's Civil War. Nigeria, Ecomog and Regional Security in West Africa*. Boulder: Lynne Rienner Publishers.

Adebajo, Adekeye. 2002. *Building peace in West Africa : Liberia, Sierra Leone, and Guinea-Bissau*. Boulder: Lynne Rienner Publishers

African Development Bank Group. 2003. *Selected Statistics on African Countries : Liberia*. [www.afdb.org/knowledge/statistics/statistics\\_indicators\\_selected/country\\_tables/pdf/liberia.pdf](http://www.afdb.org/knowledge/statistics/statistics_indicators_selected/country_tables/pdf/liberia.pdf)

Alao, Abiodun, John Mackinlay and Funmi Olonisakin. 1999. *Peacekeepers, Politicians and Warlords. The Liberian Peace Process*. Tokyo, New York and Paris: United Nations University Press.

Alesina A. *et al.* 1996. "Political Instability and Economic Growth". *Journal of Economic Growth* 1: 189-211.

Atkinson, Philippa. 1997. "The War Economy in Liberia: a Political Analysis". *Relief and Rehabilitation Network Paper* 42. Overseas Development Institute.

Ballentine, Karen and Jake Sherman (eds). 2003. "Introduction". *The Political Economy of Armed Conflict: Beyond Greed and Grievances*. Boulder: Lynne Rienner Publishers : 1-15.

Ballentine, Karen. 2003. "Beyond Greed and Grievance" dans Karen Ballentine et Jake Sherman (eds). *The Political Economy of Armed Conflict: Beyond Greed and Grievances*. Boulder: Lynne Rienner Publishers : 259-284.

Barro, Robert. 1997. *Determinants of Economic Growth: A Cross-Country Empirical Study*. Cambridge: MIT Press.

Bates, Robert. 2001. *Prosperity and Violence: The Political Economy of Development*. New York: W.W. Norton.

Berdal, Mats and David M. Malone (eds). 2000. *Greed and Grievance: Economic Agendas in Civil Wars*. Boulder: Lynne Rienner Publishers.

Boas, Morten. 2001. "Liberia and Sierra Leone: dead ringers. The logic of neopatrimonial rule" *Third World Quarterly* Vol.22 No.5: 697-723.

Cater, Charles. 2003. "Rethinking the critical cases of Africa". dans Karen Ballentine et Jake Sherman (eds). *The Political Economy of Armed Conflict: Beyond Greed and Grievance*. Boulder: Lynne Rienner Publishers : 19-45.

Cairns, Edmund. 1997. *A Safer Future: Reducing the Human Cost of War*. Oxford: Oxfam Publications.

Carment, David and Patrick James. 1997. *Wars in the Midst of Peace: the International Politics of Ethnic Conflict*. Pittsburgh: University of Pittsburgh Press.

- Carment, David. 2003. "Assessing State Failure: Implications for Theory and Policy". *Third World Quarterly* Vol. 24 No.3: 407-427.
- Collier, Paul and Anke Hoeffler. 1999a. *Justice-Seeking and Loot-Seeking in Civil War*. Development Research Group: World Bank.  
<http://www.econ.worldbank.org/programs/conflict/topic/13190/library/doc?id=1323>
- Collier, Paul. 2000. "Doing Well out of War : An Economic Perspective" in Mats Berdal and David M. Malone. *Greed and Grievance: Economic Agendas in Civil Wars*. Boulder: Lynne Rienner Publishers: 91-111.
- Collier, Paul and Anke Hoeffler. 2002a. *Greed and Grievance in Civil War*. DevelopmentResearchGroup: World Bank.  
<http://www.econ.worldbank.org/programs/conflict/library/doc?id=12205>
- Collier, Paul and Anke Hoeffler. 2002b. "On the Incidence of Civil War in Africa". *The Journal of Conflict Resolution* Vol. 46 No.3: 13-28.
- Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États (CIISE). 2001. *La responsabilité de protéger*. Ottawa : Centre de recherche pour le développement international.
- Cusson, Maurice. 1990. *Croissance et décroissance du crime*. Paris: Presses Universitaire de France.
- David, Charles-Philippe. 2000. *La Guerre et la paix: Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*. Paris : Presses de Science Po.
- Deininger, K and L. Squire.1996. "A New Date Set Measuring Income Inequality". *World Bank Economic Review* Vol.10: 565-591.
- Deininger, K and L. Squire. 1998. "New Ways of Looking at Old Issues: Inequality and Growth". *Journal of Development Economics* Vol.7: 249-287.
- De Montclos, Marc-Antoine. 1996. «Liberia : des prédateurs aux ramasseurs de miettes » dans *Économies des guerres civiles*. François Jean et Jean-Christophe Ruffin (dir.). Paris : Hachette: 267-298
- Derriennic, Jean-Pierre. 2001. *Les guerres civiles*. Paris: Presse de Science Po
- De Soysa, Indra. 2002. "Paradise Is a Bazaar? Greed, Creed and Governance in Civil War, 1989-99". *Journal of Peace Research* Vol.39 No 4:395-416.
- Development Data. 2003. *Cross Country Indicators*.  
[www.devdata.worldbank.org](http://www.devdata.worldbank.org)
- Dunn, D.Elwood.1998. "The Civil War in Liberia" in *Civil Wars in Africa: Roots and Resolution*. Taisier M. Ali et Robert O. Matthews (eds.). Montreal: McGill-Queen's University Press: 88-121.

- Ellis, Stephen. 1995. "Liberia 1989-1994: A Study of Ethnic and Spiritual Violence". *African Affairs* Vol.94 No.375 (April): 165-197.
- Ellis, Stephen. 1999. *The Mask of Anarchy: The Destruction of Liberia and the Religious Dimension of an African Civil War*. London: Hurst and Company.
- Eriksson, Mikael, Peter Wallensteen and Margareta Sollenberg. 2003. "Armed Conflicts, 1989-2002". *Journal of Peace Research* Vol.40 No.5: 593-607.
- Esteban, J.-M and D. Ray. 1994. "On the Measurement of Polarization". *Econometrica* Vol.62 No.4: 819-851.
- Esteban, J.-M and D. Ray. 1994. "Conflict and Distribution". *Journal of Economic Theory* Vol.87: 379-415.
- Fleischman, J. 1994. "Human Rights and the Civil War in Liberia". *Liberian Studies Journal* Vol.19 No.2: 173-182.
- FAO (Food and Agricultural Organization). 2003. *Profils FAO de pays et système d'information cartographique: Liberia*.  
[www.fao.org/countryprofiles/default.asp?lang=fr&](http://www.fao.org/countryprofiles/default.asp?lang=fr&)
- Gershoni, Yekutiel. 1997. "War without End and an End to a War: The prolonged Wars in Liberia and Sierra Leone". *African Studies Review* Vol.40 No.3: 55-76.
- Gleditsch, Nils Peter. 1998. "Armed Conflict and the Environment: A Critique of the Literature". *Journal of Peace Research* Vol.35 No.3 (may): 381-400
- Gros, Jean-Germain. 1996. "Towards a taxonomy of failed states in the New World Order: Decaying Somalia, Liberia, Rwanda and Haiti". *Third World Quarterly* Vol.17 No.3: 455-471.
- Gurr, Ted. 1970. *Why Men Rebel*. New Jersey: Princeton University Press.
- Herbst, Jeffrey. 2000. *States and Power in Africa*. Princeton : Princeton University Press.
- Homer-Dixon, Thomas F. 1991. "On the Threshold: Environmental Changes as Causes of Acute Conflict". *International Security* Vol.16 No.2: 76-116.
- Hugon, Philippe. 2003. « Les conflits armés en Afrique : mythes et limites de l'analyse économique ». *Revue Tiers-Monde* No.176 (octobre-décembre): 829-856.
- Jagers, Keith and Ted Robert Gurr. 1995. "Tracking Democracy's Third Wave with the Polity III Data". *Journal of Peace Research* 32: 469-482
- Kaplan, Robert. 1996. *The Ends Of The Earth : A Journey To The Frontiers Of Anarchy*. New York: Vintage Books.
- Kaplan, Robert. 2000. *The Coming Anarchy*. New York: Vintage Books

- Keen, David. 1998. *The Economic Functions of Violence in Civil Wars*. Adelphi Paper 320. Oxford: Oxford University Press.
- Keen, David. 2000. "Incentives and Disincentives for Violence" dans Mats Berdal and David M. Malone. *Greed and Grievance: Economic Agendas in Civil Wars*. Boulder: Lynne Rienner Publishers: 19-42.
- Klare, Michael. 2001. *Resource Wars: The New Landscape of Global Conflict*. New York: Henry Holt and Company.
- Larry, D. 1980. "Warlord Studies". *Modern China* Vol.6 No.4: 439-470.
- Le Billion, Philippe. 2001. "The political ecology of war: natural resources and armed conflicts". *Political Geography* 20: 561-584.
- Liebenow, J.G. 1988. "Liberian Political Opposition in the post-elections period". *Liberian Studies Journal* Vol.13 No.2: 230-245.
- Malthus, Thomas. 1798. *Essai sur le principe des populations*. Paris: Garnier Flammarion.
- Marshall, Monty G. and Keith Jagers. 2002. *Polity IV Project: Dataset Users Manual*. Polity IV Project. Integrated Network for Societal Conflict Research Program (INSCR). Center for International Development and Conflict Management (CIDCM). University of Maryland. [www.cidcm.umd.edu/inscr/polity](http://www.cidcm.umd.edu/inscr/polity).
- Murshed, S. Mansoob. 2002. "Conflict, Civil War and Underdevelopment: An Introduction". *Journal of Peace Research* Vol.39 No.4: 387-393.
- Nafziger, Wayne E. and Juha Auvinen. 2002. "Economic Development, Inequality, War, and State Violence". *World Development* Vol.30 No.2: 153-163.
- Outram, Quentrin. 1997. "It's terminal either way: An analysis of armed conflict in Liberia, 1989-1996". *Review of African Political Economy* Vol.24 No.73: 355-372.
- Renner, Michael. 2002. "The Anatomy of Resource Wars". *WorldWatch Paper* 162 (October). WorldWatch Institute.
- Reno, William. 1995. "Reinvention of an African patrimonial state: Charles Taylor's Liberia". *Third World Quarterly* Vol.16 No.1: 110-120.
- Reno, William. 2000. "Shadow State and the Political Economy of Civil War" dans Berdal, Mats and David M. Malone (eds). *Greed and Grievance: Economic Agendas in Civil Wars*. Boulder: Lynne Rienner Publisher: 43-68.
- Ross, Michael. 2003a. "The Natural Resource Curse: How Wealth Can Make You Poor." dans *Natural Resources and Violent Conflict: Options and Actions*. Ian Bannon and Paul Collier (eds.) Washington: The World Bank: 17-42.

Ross, Michael. 2003b. "How Do Natural Resources Influence Civil War: Evidence from 13 Cases". En voie de publication dans *International Organization*.

<http://www.polisci.ucla.edu/faculty/ross/HowDoesNat3.pdf>

Sheridan, J.E. 1966. *Chinese Warlord: the Career of Feng Yi-hsiang*. Stanford: Stanford University Press.

Sherman, Jake. 2001. *The Economics of War: The Intersection of Need, Creed and Greed*. Conference Report summarizing panel discussions co-organized by the Woodrow Wilson International Center for Scholars and International Peace Academy.

[www.ipacademy.org/](http://www.ipacademy.org/)

Singer, J.D. et M. Small. 1994. *Correlates of War Project: International and Civil War Data, 1816-1992*. Inter-University Consortium for Political and Social Research. Ann Arbor, Michigan.

Smillie, Ian, Gberie Lansana et Ralph Hazleton. 2002. *Le Cœur du problème: La Sierra Leone, les diamants et la sécurité humaine*. Collection Perspectives du Partenariat Afrique Canada (PAC).

[www.pacweb.org/e/pdf/sierra\\_french.pdf](http://www.pacweb.org/e/pdf/sierra_french.pdf)

Stewart, Frances. 2002. "Horizontal Inequalities as a Source of Conflict" dans Fen Osler Hampson and David M. Malone (eds). *From Reaction to Prevention: Opportunities for the UN System*. Boulder: Lynne Rienner: 105-136.

Stockholm International Peace Institute (SIPRI). 1999. *Yearbook of World Armaments and Disarmaments*. Oxford: Oxford University Press.

Skaperdas, Stergios. 2001. *An Economic Approach to Analyzing Civil Wars*. Presentation at the workshop on civil wars and post-conflict transitions sponsored by the World Bank and Center for Global Peace and Conflict Studies. University of California, Irvine.

[www.aris.ss.uci.edu/econ/paper/2002-03/Skaperdas-18.pdf](http://www.aris.ss.uci.edu/econ/paper/2002-03/Skaperdas-18.pdf)

Tiger, Lionel. 1999. *The Decline of Males*. New York: Golden Books.

United Nations Development Program. 1990. *Human Development Report: Concept and Measurement of human development*.

[http://hdr.undp.org/reports/view\\_reports.cfm?year=1990](http://hdr.undp.org/reports/view_reports.cfm?year=1990)

William, Gabriel I.H. 2002. *Liberia : The Heart of Darkness : Account of Liberia's Civil War and Its Destabilizing Effects in West Africa*. St-Victoria, B.C.: Trafford.

World Bank. 2000. *African Development Indicators: Country Data*.

[www.worldbank.org/data/countrydata/adi/adi.html#13](http://www.worldbank.org/data/countrydata/adi/adi.html#13)

World Bank. 2002. *Africa Issue Brief: Regional Context*.

[www.worldbank.org/afr/issues\\_brief.htm](http://www.worldbank.org/afr/issues_brief.htm)

World Bank. 2003. *Breaking the Conflict Trap: Civil War and Development Policy*. World Bank Policy Research Report. Washington: World Bank and Oxford University Press.